

# BULLETIN DU CEGES

n° 38 / Été 2003

*'30-'50*

## '30-'50

Bulletin du  
Centre d'Études et de  
Documentation  
"Guerre et Sociétés  
contemporaines"

Résidence Palace - Bloc E  
Rue de la Loi 155 - Bte 2  
B - 1040 Bruxelles  
Tél.: 02 / 287 48 11  
Fax: 02 / 287 47 10  
cegesoma@cegesoma.be

**Heures d'ouverture**  
Du lundi au vendredi  
de 9 à 12 et de 13 à 17h.

**Direction**  
José Gotovitch

**Rédaction**  
Isabelle Ponteville  
Fabrice Maerten

**Traitement de texte**  
**Mise en page**  
Anne Bernard

**Impression et brochage**  
Moussa Lasouad

**Editeur responsable**  
J. Gotovitch  
Avenue Dolez, 146  
1180 Bruxelles

**Éditorial** ..... 3

### Nos collections

Archives: Les acquisitions ..... 6  
Archives audiovisuelles ..... 12  
Bibliothèque ..... 15

### Recherches en cours

La presse filmée belge de 1941 à 1946 ..... 18  
Services de renseignements belges, 1940-1945 ..... 20  
Violence et guerre mondiale ..... 21  
La guerre des polices ..... 22  
L'industrie diamantaire belge, 1940-1945 ..... 23  
La politique belge d'éloignement, 1875-1975 ..... 24  
La résistance en Flandre ..... 27

### Initiatives

Colloque "Réfugiés d'Allemagne nazie" ..... 29  
Les chemins de la mémoire ..... 30  
Le Fort de Breendonk rénové ..... 31  
Séminaires: Bilan 2002 ..... 34  
Les historiens sont-ils de bons guérisseurs ? Journée d'étude ..... 38  
Une guerre totale ? La Belgique et la Première Guerre ..... 39

### À l'étranger

Le CEGES et l'Université de Lille 3 ..... 40  
A propos d'un colloque sur la Résistance au Luxembourg ... 41  
Le colloque "Coopération européenne dans l'armement" ..... 44

### En Belgique

Histoire du scoutisme et du guidisme ..... 47  
Congrès "Local government during Word War II" ..... 49

Le dossier '**Répression et archives judiciaires: problèmes et perspectives**' est disponible sur demande (voir p. 5 + feuillet de présentation).

N° 38 / Été 2003

## ***Buchenwald/Auschwitz. Ne pas se tromper de cible !***

*Le monde politique, les médias, le monde scientifique et l'opinion publique, quoique de manière de plus en plus atténuée, ont été partie prenante d'un débat initié dès 1944 relatif aux rapports entre société, résistance et collaboration. Le CEGES a apporté, pensons-nous, une contribution originale et utile à cette interrogation qui porte tant sur le passé que sur le présent, et vaut tant pour le Nord que pour le Sud du pays <sup>1</sup>.*

*Or voici qu'à la suite des efforts déployés par le Gouvernement fédéral dans la question de la restitution des biens juifs spoliés, à la suite aussi de l'annonce par le Gouvernement flamand de la mise sur pied d'un Musée de l'Holocauste, et enfin après la décision de confier au CEGES une mission d'étude sur l'attitude des autorités belges face à la persécution et la déportation raciales, s'est engagée, non pas un débat mais une méchante polémique. Ses cibles sont mal précisées, le langage est outrancier, les enjeux restent flous, mais surtout ses protagonistes ont la caractéristique commune d'avoir été, de part et d'autre, victimes d'une façon similaire du régime nazi d'occupation.*

*En réalité, la question n'est pas neuve. Elle a déjà été l'objet d'une thèse universitaire publiée il y a quelques années <sup>2</sup>. Et bien des historiens ont intégré depuis lors dans leurs travaux le constat que résume une périphrase un peu brutale: "Depuis une vingtaine d'années, Auschwitz a supplanté Buchenwald dans la mémoire collective". Autrement dit, Buchenwald, symbole emblématique de la persécution de tous les opposants au régime nazi, qu'il soit intérieur ou d'occupation – ils sont plus spécifiquement désignés chez nous sous le vocable de prisonniers politiques – s'est vu peu à peu remplacé dans cette fonction symbolique par Auschwitz, perçu comme le lieu d'accomplissement du génocide juif.*

*Notre propos n'est pas d'analyser ici le processus qui a conduit à cette situation. Mais comme dans tous les phénomènes de mémoire collective, la raison et l'histoire n'en dictent pas toujours exactement la construction. La reconnaissance de l'unicité du phénomène génocidaire ne permet pas de ramener à lui la totalité de la violence étatique nazie. Mémoire et histoire ne correspondent pas nécessairement, des bibliothèques entières le démontrent aujourd'hui.*

*Mais on change totalement de registre quand, au combat d'idées, se substitue soudain l'opposition des hommes, voire des organisations, alors même que ces hommes et ces organisations ont été et demeurent par nature du même côté de la barrière. Du côté de ceux que l'idéologie, la morale et les pratiques du nazisme ont niés, agressés, anéantis.*

<sup>1</sup> José GOTOVITCH & Chantal KESTELOOT (dir.), *Collaboration, répression. Un passé qui résiste*, Bruxelles, Labor, 2002.

<sup>2</sup> Jean-Michel CHAUMONT, *La concurrence des victimes. Génocide, identité, reconnaissance*, Paris, Editions La Découverte, 1997.

*Comment dès lors concevoir, exprimer ou accepter que s'établisse une hiérarchie des victimes ? Comment mesurer l'échelle de souffrances ? Comment récuser ou minimiser celle de l'Autre au bénéfice de la sienne ? Comment condamner la 'reconnaissance' de l'Un au prétexte d'un hypothétique oubli de l'Autre ?*

*Nous avons pu lire dans différents organes d'organisations respectables et dignes de ce respect, des écrits jaloux et agressifs, aux couleurs d'une méchanceté non camouflée<sup>3</sup>. En voulant réparer ces écarts, certains ont renchéri en introduisant de subtiles discriminations au sein même des collectivités patriotiques<sup>4</sup>.*

*Ces dérives nous heurtent à la fois comme historiens et comme citoyens. Notre travail d'historien – oserais-je dire notre mission – est avant tout de l'ordre de la compréhension et de l'explication des phénomènes et de leur engrenage, de la recherche des causes et de l'établissement des effets, sans hiérarchie et surtout sans jugement moral.*

*Mais l'historien ne peut se désintéresser des représentations ultérieures des faits qu'il étudie et de l'exploitation, de l'instrumentalisation qui en est faite. L'instrumentalisation du présent à laquelle nous assistons nous concerne donc au premier chef.*

*Il ne peut faire de doute que, quelle que soit la maladresse avec laquelle le malaise s'exprime, la recherche de l'effet immédiat sur l'opinion publique et l'absence de réflexion globale entraînent frustrations et colère, et occasionnent des blessures réelles.*

*Il faut être conscient que le long silence qui a pesé sur les souffrances des uns (les victimes de la persécution raciale) faisait pendant à l'abondance toute relative d'un discours et d'écrits sur les autres (résistants et prisonniers politiques), qui en ont biaisé la réalité en développant de leur action une vision sommaire et héroïsante qui s'est muée en piège dévalorisant.*

*Alors que l'étude de la persécution raciale a connu des avancées évidentes dans notre pays depuis une décennie, c'est aujourd'hui seulement qu'une plus juste vision du passé résistant prend forme. Nous devons souligner que cette approche-là, critique et nuancée, donc plus réelle, s'est construite grâce au courant inspiré notamment par le CEGES<sup>5</sup>, avec l'appui des résistants et prisonniers politiques membres de son Comité scientifique.*

---

<sup>3</sup> *L'Effort*, organe de la CNPPA, n° 1, 1-3.2003; *Regards sur le Centre communautaire laïc juif*, n° 537, 21.1. au 7.2.2003; *ASBL Amicale de Buchenwald. Bulletin d'information trimestriel*, n° 127, 1-3.2003.

<sup>4</sup> *Mémoire et Vigilance*, 10.3.2003.

<sup>5</sup> Voir notamment les thèses de doctorat de F. Maerten et de J. Gotovitch.

*Mais il est exact que cette histoire nouvelle de la résistance et de la déportation ne s'est pas encore déployée avec toute l'ampleur nécessaire et laisse trop souvent encore le champ libre à la déclamation récupératrice qui n'a plus d'effet sur le public qu'elle est censée mobiliser.*

*Plutôt que de s'offusquer, de réagir à fleur de peau, en dénigrant l'autre, le monde de la déportation et de la résistance – dont la mémoire juive fait d'ailleurs partie intégrante – pourrait unir ses forces et ses moyens, mettre en jeu son poids moral, pour appuyer et promouvoir – pourquoi pas au travers d'une Fondation unitaire – l'histoire approfondie et globale de cette résistance et de cette déportation que pour sa part, mais avec des moyens limités, le CEGES a entamée. Nous sommes prêts à mettre à la disposition de ces promoteurs potentiels tout notre savoir, toute notre expérience <sup>6</sup>.*

*Seule l'histoire critique et globale de ce phénomène essentiel de l'histoire du XXe siècle permettra de faire taire ces dissensions maladroites et totalement inutiles.*

**José Gotovitch**  
Directeur

<sup>6</sup> On lira dans ce *Bulletin* que quelques projets, aux limites bien définies, sont en cours au sein du CEGES.

## Avis importants

**Le dossier 'Répression et archives judiciaires: problèmes et perspectives'** est disponible gratuitement sur demande. Il se trouve également sur le site du CEGES: [www.cegesoma.be](http://www.cegesoma.be) dans la rubrique "Publications" → "Bulletin".

### Pour continuer à recevoir le *Bulletin du CEGES*

Étant donné le coût élevé des tarifs postaux et des frais consacrés à la production du *Bulletin du CEGES*, son envoi annuel sera désormais réservé à ceux qui en auront fait **expressément la demande** en découpant et renvoyant la dernière page de ce *Bulletin* ou en prenant directement contact avec le CEGES. Nous profitons de l'occasion pour mener conjointement une petite enquête de satisfaction à propos du *Bulletin*.

CEGES, Résidence Palace, Bloc E – rue de la Loi, 155 bte 2 – 1040 Bruxelles – tél.: 02/287.48.11 – fax: 02/287.47.10 – courriel: [cegesoma@cegesoma.be](mailto:cegesoma@cegesoma.be)

# Archives

## Les acquisitions

### 1. Fonds d'archives

Au cours de l'année académique 2001-2002, 67 nouveaux fonds d'archives et 51 nouveaux journaux personnels et manuscrits ont été acquis. Tous ont été introduits dans la base de données *Pallas*, consultable sur notre site [www.cegesoma.be](http://www.cegesoma.be). Les noms des généreux donateurs et déposants peuvent être retrouvés via l'intranet.

Un tiers des fonds d'archives a comme origine et comme sujet des personnes privées, une bonne dizaine provient d'instances officielles belges (notamment l'Auditorat général), tandis qu'un nombre équivalent est constitué de collections d'archives, formées la plupart du temps par le CEGES. Une petite dizaine de fonds est issue d'associations et d'organisations les plus diverses. Enfin, une quantité similaire de fonds a été achetée sous forme de microfilms ou de copies auprès d'archives étrangères, le plus souvent allemandes.

Selon une bonne habitude, nous nous proposons d'attirer brièvement l'attention sur un certain nombre d'acquisitions importantes sur le plan qualitatif ou quantitatif, en commençant par les *archives privées*.

**Benoît Verhaegen** a offert au Centre les archives et la documentation à la base de son livre sur les volontaires belges en Corée (AA 1755). Le don de la veuve d'**Eugène Colson** est plus classique: elle a en effet légué les archives complètes de Colson alias Harry en rapport avec son rôle dans la résistance, le Mouvement national royaliste, la libération (du port)

d'Anvers et divers mouvements de résistance après la guerre (AA 1761). Bien sûr, ces archives abordent de manière détaillée et sur base de documents de première main les actions menées au moment de la Libération, mais elles traitent aussi des problèmes liés au fonctionnement d'un groupe d'anciens résistants jusque dans les années 90. Les lettres du **lieutenant Peret** à sa famille forment un petit mais intéressant fonds concernant l'état d'esprit des prisonniers de guerre en Allemagne pendant la Première Guerre mondiale et l'internement en Suisse (AA 1768).

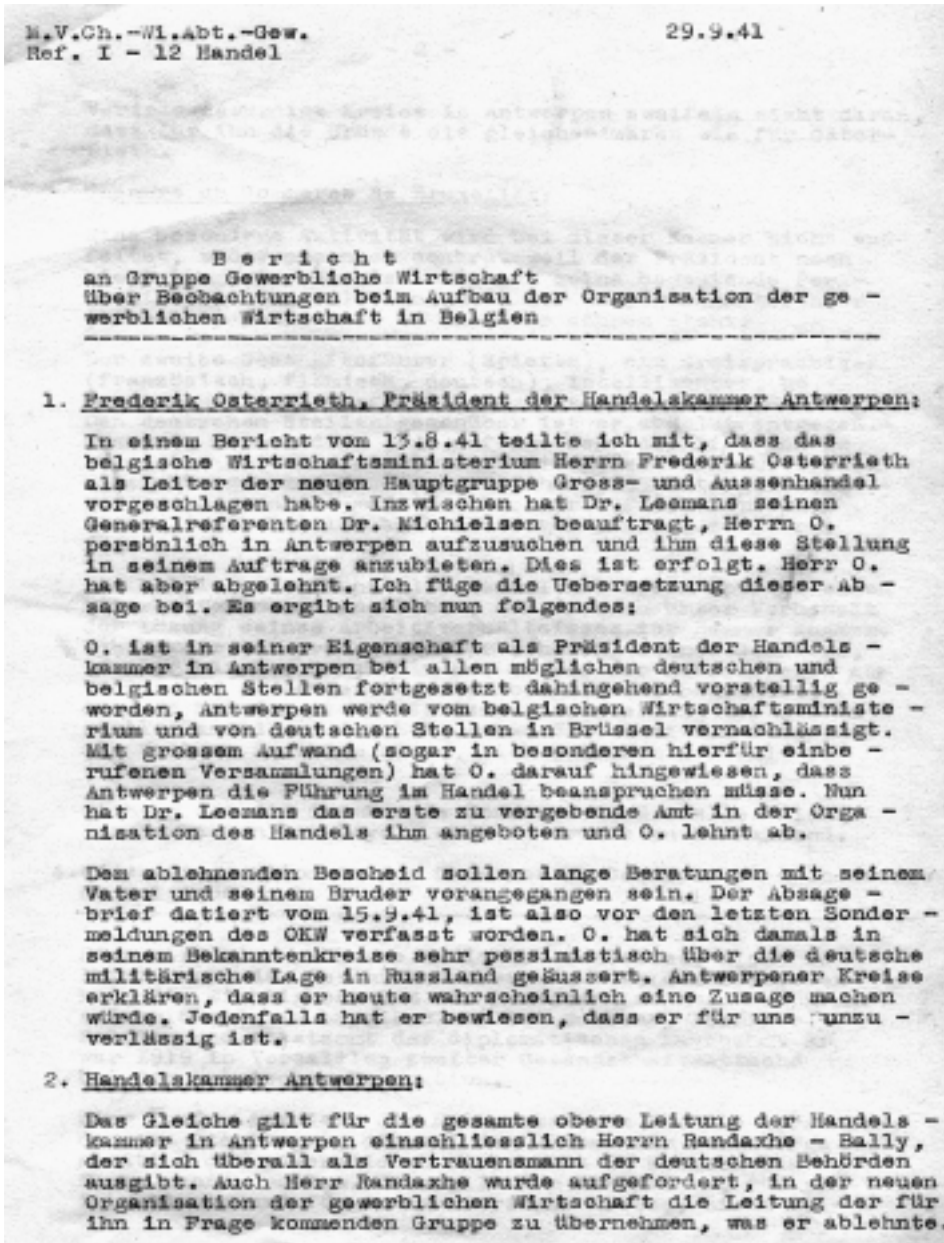
Dans le *groupe d'archives Institutions officielles*, il convient de souligner l'acquisition de dossiers et de documents de la *Wirtschaftsabteilung* (département économique) de la *Militärverwaltung* (deuxième partie), provenant de la documentation générale de l'Auditorat général (AA 1804).

Suite aux recherches sur le pillage économique des Juifs en Belgique, deux importants fonds nous ont été transmis: le premier consiste en des procès-verbaux et des documents du conseil d'administration de l'**Office de Récupération économique** (ORE) s'étalant jusqu'aux années 60 (AA 1760), le second en des procès-verbaux de la commission d'enquête parlementaire relative à l'activité du Service du Séquestre, datant de 1951/1952 (AA 1786). Tous deux concernent notamment la restitution de biens et d'avoirs juifs après la guerre.

Le Congo est également de nouveau représenté dans les acquisitions grâce aux rapports de la **Commission d'information sur les atteintes à la personne com-**

mises dans la République du Congo depuis le 30 juin 1960 (commission Delahaye), qui enquêta sur les violences perpétrées à l'encontre des blancs au moment de l'indépendance (AA 1819). Enfin, les archives historiques et les

documents relatifs au *Vredescentrum de la ville d'Anvers* ont été mis en dépôt dans notre institution (AA 1794). Une riche collection de brochures et de tracts met notamment bien la Première Guerre mondiale en évidence.





*Des œuvres d'art volées par les Allemands reviennent au pays (CEGES, Archives ORE)*

En ce qui concerne le *groupe d'archives Militärbefehlshaber Belgien*, la politique d'achat de copies d'archives étrangères s'est poursuivie. Les microfiches de documents des *Dienststellen Rosenberg Aussenpolitisches Amt* donnent une idée de la profondeur de l'analyse de la presse belge par le service de presse allemand avant 1940 (AA 1791 et 1792). Les microfiches de tous les documents

concernant la Belgique dans le fonds NS 19 du *Bundesarchiv*, intitulé *Persönlicher Stab Reichsführer SS*, constituent une source fondamentale pour ce qui a trait à la politique d'occupation des SS en Belgique (AA 1810). Des sujets comme la politique des nationalités (la *Volkstumspolitik*), ou la collaboration militaire et politique sont largement abordés.





LES BOCHES N'ONT PAS FAIM !!!

Première Guerre mondiale. Les Allemands vus par eux...et par la caricature (CEGES, Archives Vredescentrum).

# Avis aux Belges!

Sous les auspices de la „Federatie Rotterdam der S.D. A.P.“

**M. Camille Huysmans**

parlera le **Mercredi 26 janvier**, à **8 heures**,  
au local

**„Verkooplokaal“ au Goudsche Singel 33a.**

Le sujet de sa conférence sera:

**„Le développement de la volonté  
pendant la guerre“.**

Le débat sera libre, ajoutent les annonces. On sait en effet que M. HUYSMANS a invité

**M. J. Wappers**

à y prendre la parole en sa présence et que notre compatriote a accepté.

On peut se procurer des cartes d'admission pour cette assemblée aux adresses suivantes:

Bureau HET VOLK, Crispijnlaan 40; VOORWAARTS, Ged. Slaak 120, Tollensstraat 41 et Botersloot 41; TRIJFFEL, Marnixstraat 23; KERKHOF, Roentgenstraat 6; VERKERK, G. v. d. Lindenstr. 80; ZUUR, Bingleystr. 14; DEN BESTEN, Keten A 109, Kral. Veer; STOK, Wolphaertsbocht 40; POP, J. Brandtstraat 44.

*Première Guerre mondiale. Camille Huysmans parle à Rotterdam (CEGES, Archives Vredescentrum).*

Enfin, nous avons pu acquérir, comme annoncé dans le dernier '30-'50, 27 microfilms des dossiers *Militärbefehlshaber in Belgien und Nordfrankreich – Militärverwaltung* conservés à Paris, concernant principalement la persécution et la spoliation des Juifs en Belgique (mic 250).

Dans le *groupe d'archives Organisations et Associations d'utilité générale*, nous ont été transmises les archives de la

**Fondation Hubert Pierlot.**

Ces archives concernent le prix Hubert Pierlot et sont exemplatives d'une histoire des attributions de prix dans les sciences historiques (AA 1772).

Dans le *groupe d'archives Collections de documents* enfin, un certain nombre de fichiers confectionnés dans le passé par le CEGES ont été rendus accessibles. Il s'agit de fiches de personnes exécutées pour faits de collaboration avec l'ennemi (AA 1757), de membres et de dirigeants de l'AVNJ et de la NSJV, deux structures de jeunesse flamandes pro-allemandes (AA

1758), de membres de groupes collaborateurs et de volontaires pour le front de l'Est flamands (AA 1759), d'unités de la *Wehrmacht* en Belgique entre 1940 et 1944 (AA 1766), de communes et de dates de nomination de bourgmestres et d'échevins sous l'occupation (AA 1767), et de travailleurs volontaires et obligatoires décédés en Allemagne (AA 1795). Dans la même catégorie, ont été reprises des archives relatives à la JOC (AA 1796)

et l'enquête "L'action de la JOC en Allemagne et dans le Nord de la France" (AA 1797), tous documents rassemblés par notre ancien collègue Frans Selleslagh.

## 2. Journaux personnels et manuscrits divers

Comme indiqué au début de cette rubrique, 51 journaux personnels et manuscrits se sont ajoutés cette année à notre collection. Si la plupart concernent, comme d'habitude, la Seconde Guerre mondiale, 8 ½ d'entre eux se rapportent à d'autres périodes du XXe siècle. Parmi les documents relatifs au second conflit mondial, prédominent les thèmes de la résistance et du drame juif (8 cas chacun). La déportation en Allemagne comme prisonnier politique ou travailleur obligatoire (au total 6 cas), la collaboration (4 cas ½), la vie quotidienne (3 cas ½) et les événements de mai-juin 1940 (3 cas) sont des sujets également bien représentés. Sur le plan de la langue utilisée, le français domine (27 cas), suivi du néerlandais (12 cas) et de l'anglais (9 cas ½).

Parmi les documents relatifs à la période 1940-1945, on relèvera particulièrement les mémoires de l'Allemand Walter Delius, commissaire spécial à Anvers en 1940-1941 (AB 2011), ainsi que les écrits justificatifs du commandant national de la gendarmerie Emiel Van Coppenolle (AB 2013) et du haut fonctionnaire Armand Tilman (AB 2037), tous deux impliqués dans la collaboration avec l'occupant. On soulignera encore l'intérêt des souvenirs de Jef Van Bilsen, dirigeant du *Verdinaso* passé avec divers éléments de l'élite catholique flamande à la Résistance (AB 2010), et du récit de la libération du port d'Anvers par Eugène Colson, responsable du Mouvement national royaliste dans la métropole (AB 2008, 2009 et 2027). Signalons en outre une étude intéressante sur l'équivalent de la JOC, la *KAJ*, à An-

derlecht avant et pendant la guerre (AB 2012 et 2034), et surtout sept textes présentés à New York en mars 2001 lors du symposium "*Confiscation of Jewish Property in Europe, 1933-1945. New Perspectives*" (AB 2015 à 2021). Enfin, parmi les manuscrits non centrés sur le dernier conflit mondial, on notera surtout les mémoires de l'homme politique catholique Charles du Bus de Warnaffe (mic 245), abordant la guerre, mais aussi la question royale et la décolonisation du Congo, ainsi que le rapport consécutif au voyage d'études effectué par des syndicalistes belges aux États-Unis en 1950 (AB 2051).

## 3. La banque de données *Pallas*

Consulter sur ordinateur les inventaires du CEGES, installé confortablement chez soi, c'est dorénavant possible ! En effet, le projet (malheureusement) temporaire consacré à introduire de manière systématique un maximum d'inventaires dans la base de données *Pallas* s'est achevé. Résultat, les inventaires et les listes des fonds jusques et y compris le n° AA 1814 (à l'exception de quelques grands inventaires pour lesquels il n'existe toujours qu'un inventaire papier) sont maintenant consultables sur le net. Allez dans *Pallas* sur "feuilleter les archives", cliquez sur le + précédant le fonds souhaité et...le tour est joué.

Encore une remarque: pour vos recherches, vous pouvez évidemment vous appuyer sur les mots-clés. En principe, ils existent dans les deux langues. Pour des raisons techniques, ce n'est cependant pas toujours le cas. Pour être certain de trouver ce que vous cherchez, nous vous recommandons d'utiliser provisoirement tant les mots-clés néerlandophones que francophones et, éventuellement, d'effectuer une recherche complémentaire via la rubrique "mot du titre".

*Dirk Martin & Fabrice Maerten*

# Archives audiovisuelles

## Photothèque – Iconographie

Parmi les récents enrichissements de notre photothèque, deux fonds méritent tout particulièrement d'être signalés: le fonds Janine Binon et la collection Freddy Lemaire.

Le fonds **Janine Binon** porte entièrement sur la Première Guerre mondiale. Il s'agit d'un ensemble (475 photos) particulièrement remarquable qui a pour cadre l'arrière du front de l'Yser. La mère de Janine Binon, Yvonne de Magnée (1896-1948), a en effet travaillé comme infirmière à l'hôpital de l'Océan à La Panne sous la direction du docteur Depage, puis aux écoles de la Reine. Ces deux écoles (une pour les filles, une pour les garçons) étaient destinées aux enfants des familles vivant à

l'arrière du front. Ce qui est intéressant à travers ces clichés, c'est l'image d'une guerre à la fois présente et lointaine. Présente, la guerre l'est incontestablement à travers les destructions, le transport de blessés, les dortoirs de soldats hospitalisés ou encore l'atelier de fabrication de prothèses (voir photo ci-dessous). Mais la guerre apparaît aussi comme lointaine car les photos nous montrent également des moments de détente et de bonheur volés à un quotidien beaucoup moins léger. Bien évidemment, il ne s'agit pas d'un reportage de guerre. Les clichés représentés ici témoignent aussi de ce que la photographe considérait comme des moments importants: les visites de la famille royale, les fêtes enfantines...



*Atelier de fabrication de prothèses (CEGES, Fonds Janine Binon).*



*Accueil des enfants à l'arrière du front (CEGES, Fonds Janine Binon).*

Nous avons également pu digitaliser une grande partie de la **collection de Freddy Lemaire** sur le retour des prisonniers de guerre. C'est un fonds important (575 photos) de par la qualité des clichés fournis.

C'est le père de Freddy Lemaire, photographe professionnel, qui avait été, à l'époque, chargé de faire des reportages sur les fêtes de la Libération dans diverses localités de la région de Remouchamps, com-



*5 août 1914.  
Arrivée des troupes allemandes (le 8<sup>e</sup> Hussard de la Mort) à Remouchamps (CEGES, Fonds Freddy Lemaire).*



*Fête de la Libération à Oneux, le 22 juillet 1945 (CEGES, Fonds Freddy Lemaire).*

me à Oneux (20 photos) ou à Chevron (31 photos). A travers ces clichés, nous saisissons l'image immédiate d'un conflit tel qu'il est perçu par des communautés locales. Relevons notamment la perception des Alliés, le rôle du Congo dans la guerre. Ces cortèges nous semblent participer à la fois de l'hommage aux prisonniers revenus mais aussi à l'idée que tous les membres de la collectivité ont joué un rôle dans l'issue du conflit. Ce fonds comprend également d'autres photos sur

la région d'Aywaille-Remouchamps (photos de destruction des ponts en mai 1940 et de leur reconstruction, photos de la période de l'occupation et photos relatives à la Bataille des Ardennes). Signalons enfin que cette série contient aussi 5 photos sur la présence des troupes allemandes en 1914.

Rappelons que toutes ces photos peuvent être consultées en ligne sur notre site web [www.cegesoma.be](http://www.cegesoma.be).

*Chantal Kesteloot*

## Le CEGES déménage

de la rue de la Loi vers le square de l'Aviation à Anderlecht en décembre 2003. Toutes les informations utiles à ce sujet vous parviendront en temps opportun. Nous tenons cependant d'ores et déjà, à vous signaler qu'en raison de cette migration, nos collections ne seront que partiellement accessibles du 31 octobre 2003 au 31 mars 2004.

# Bibliothèque

## La bibliothèque du CEGES: un outil en construction permanente

Les responsables du secteur bibliothèque ne peuvent que se féliciter des résultats enregistrés au cours de l'année écoulée. En 2002, on a en effet intégré dans les collections du Centre quelque 3.325 descriptions de livres, de mémoires de licence et d'articles spécifiques. Et dans cet ensemble imposant figurent plus de 730 ouvrages récents, le reste provenant de dons, de legs ou d'acquisitions directes dans le domaine de l'antiquariat.

L'un ou l'autre élément mérite d'être épinglé. Dans la 'récolte' de 2002, le phénomène observé les années précédentes s'est reproduit en s'amplifiant: la part réservée à la Seconde Guerre mondiale *stricto sensu* a continué à aller en s'affaiblissant, et pas spécialement au profit d'apports plus considérables ayant trait au premier conflit mondial – hélas. En effet, malgré des prospections régulières dans la production bibliographique étrangère, on peut dire que les rentrées en ouvrages neufs sur la période 1939-1945 n'excèdent désormais plus 50 % de l'apport total. Il est vrai que les études récemment sélectionnées concernent parfois des époques fort proches (Entre-deux-guerres, Libération, Reconstruction...) ou plus ou moins liées à cette période. Quant aux travaux relatifs à la Grande Guerre, malgré un indéniable frémissement dans les recherches sur ce plan (ainsi qu'en témoigne le succès de notre colloque international "14-18. Une guerre totale ?", organisé du 15 au 17

janvier 2003), on ne peut relever des apports notables sur ce plan. Certes, l'historial de Péronne continue à abattre de la bonne besogne et quelques études ponctuelles ont été enregistrées mais cela ne parvient pas à compenser la faiblesse de nos collections à ce niveau. Des acquisitions plus importantes en qualité et en quantité ont été enregistrées grâce à Benoît Majerus et Toon Vrints, chercheurs attachés au projet "Guerre et violence". Nous avons ainsi procédé à l'introduction de différents titres s'attachant à analyser la fonction policière en temps de guerre mais aussi la violence urbaine et l'augmentation de la criminalité durant ces mêmes époques. Et, dans une certaine mesure, ce que l'historiographie récente ne nous apportait pas, nous avons pu le trouver dans le domaine de l'antiquariat. Nous avons ainsi pu incorporer il y a quelques mois la bibliothèque du *Vredescentrum* d'Anvers, qui comportait plusieurs centaines de titres – livres et brochures – traitant aussi bien de la première occupation allemande en Belgique que du sort réservé aux réfugiés belges, tant en Grande-Bretagne qu'aux Pays-Bas. De plus, suite à l'entregent et à la disponibilité d'un ami du Centre, Jean Van Lierde, nous avons pu récupérer un fonds assez volumineux de pièces en provenance de l'ancienne Maison de la Paix de Namur. Plusieurs d'entre elles étaient d'autant plus intéressantes qu'il s'agissait d'une série d'études scientifiques entreprises dès les années vingt sous

les auspices de la Fondation Carnegie et concernant l'état social de la Belgique occupée (ravitaillement du pays, déportations ouvrières, mouvement 'activiste'...).

Les dons sont également importants pour l'Entre-deux-guerres, période au sujet de laquelle nous essayons aussi de combler nos lacunes. Madame Sermeus, de Wavre-Sainte-Catherine, a offert au Centre des séries complètes de périodiques principalement néerlandophones qui manquaient dans nos collections. Madame Mariën-De Belder, de Malines, nous a procuré un certain nombre d'ouvrages juridiques de référence, qui sont de première importance pour l'histoire du droit et des institutions. Ce sont des questions ponctuelles de lecteurs ou de collègues d'autres centres de documentation, par exemple au sujet des indemnités en cas de destruction des maisons par bombardements, qui nous rendent attentifs à l'intérêt que représentent de telles études juridiques.

A la longue, avec de la patience et beaucoup de persévérance, il sera peut-être possible de combler les brèches constatées pour ces périodes. Plus que jamais, il convient de faire appel à la générosité des "Amis du Centre", moins pour les dons qu'ils pourraient faire que pour les contacts intéressants, les informations en matière livresque qu'ils pourraient nous donner. Notre bibliothèque est une œuvre en élaboration progressive. Elle s'est enrichie en l'espace d'une dizaine d'années de plus de 20.000 unités.

Des ombres sont toutefois venues obscurcir les travaux en cours. Malgré les moissons qui continuent à être abondantes et d'une belle régularité, et malgré d'assez

belles perspectives livresques, un déménagement programmé pour les prochains mois en direction de nouveaux locaux plus vastes et mieux adaptés pour abriter les collections de l'institution, ne va pas sans susciter quelques points d'interrogation. La 'nouvelle donne' ne sera sans doute pas exempte de défis, voire de remises en cause structurelles, et une époque va certainement se clore pour le Centre.

### Une disparition prématurée

Faut-il le dire, ces contingences matérielles doivent être relativisées. Et sans doute peuvent-elles sembler bien médiocres lorsqu'une petite équipe comme la nôtre assiste à la disparition d'un de ses membres. Nous avons en effet perdu, voici quelques semaines, **Francis Liégeois**, emporté par "une cruelle



maladie", selon l'expression consacrée. M. Liégeois, dans son enfance hennuyère, avait été vivement marqué par les bombardements de sa région, vers la fin de l'Occupation. Son intérêt pour le dernier conflit mondial devait l'amener dans nos murs. Chargé du classement et de l'inven-



torisation des coupures de presse, il effectuait cette tâche avec méthode, ponctualité et – ce qui ne gâche rien – en l’agrémentant d’une touche d’humour, qui était le reflet de sa personnalité. Discrète et de bon aloi. M. Liégeois, en plus d’être un collaborateur efficace, était profondément gentil. Nous songerons à lui avec tristesse. Que ses proches trouvent ici l’expression de notre sympathie et de notre émotion.

### **Médias contemporains et Mémoire des guerres mondiales**

Comme nous l’avons signalé précédemment, la société Auxipress, qui fonctionne comme un véritable Argus de la presse quotidienne et périodique, prélève systématiquement, sur notre demande, tous les articles traitant de la Seconde Guerre mondiale dans les journaux du pays. Chaque semaine, nous recevons ainsi différentes contributions, de valeur parfois bien inégales, sur des domaines qui sont régulièrement investigués par notre institution: commémorations, évocations calendaires du conflit (Libération, chute de l’Allemagne nazie, invasion de 1940...), souvenirs de témoins, polémiques à base mémorielle (Armistice, “affaire Sauwens”, affaire Goldhagen et restitution des biens juifs...), mines ou-

bliées, dommages de guerre... Toute la documentation qui nous est transmise fait en outre l’objet d’un ‘baromètre’ mensuel comprenant le nombre minimum de personnes atteintes par l’information, le nombre d’articles par journaux quotidiens et périodiques, et la ventilation de ces articles par région et par langue. Ces données, recoupées, permettent d’appréhender au mieux l’intérêt que suscite encore au fil de l’année l’évocation du conflit mondial sur l’opinion publique. Et il permet également de cerner l’impact d’une campagne de presse articulée sur une thématique se rattachant plus ou moins à cette époque. Est-il besoin de faire observer qu’au cours d’une année ‘normale’ comme l’était 2002, sans grande célébration particulière, sans débats bien saillants, on ne constate un frémissement dans les salles de rédaction que les mois d’avril et de mai (découverte des camps nazis et anniversaire de la fin de la guerre) ainsi qu’en septembre, avec le rappel ponctuel des joies de la Libération ? Il serait naturellement intéressant de pouvoir disposer de ces ‘baromètres’ sur un laps de temps d’une dizaine d’années, afin de voir le traitement que réserveront les médias au souvenir de la guerre, au fur et à mesure que déclineront et s’éteindront les générations qui y ont été impliquées.

*Alain Colignon*

# *Les actualités d'un monde libéré...*

## *La presse filmée belge de 1941 à 1946*

Seul média audiovisuel existant, la presse filmée diffusée dans les cinémas est à son apogée dans les années 40. Certaines salles de cinéma, comme les *Cinéac* sont entièrement réservées à la projection d'actualités filmées. Le cinéma est à l'époque un art populaire, il constitue souvent pour le spectateur son unique regard sur le monde qui l'entoure. Il joue dès lors un rôle important dans la représentation et dans la perception visuelle de l'événement. Partant, les actualités filmées ont pour objectif d'informer, de plaire et de distraire mais aussi de convaincre. Moyen de diffusion des idées et des événements en temps de paix, ces séquences d'actualités deviennent par excellence en temps de guerre un instrument de propagande. Dès 1941, P-H. Spaak, ministre des Affaires étrangères à Londres, crée au sein des services de propagande et d'information, un service cinématographique. Ces services, rassemblés en 1942 sous la tutelle du ministre de l'Information et de la Propagande A. Delfosse, sont dirigés par M. Schreiber qui coordonne toute la propagande du gouvernement belge. Tout au long des quatre années de guerre, le service 'Cinéma' va produire des films de fiction, des documentaires, des séquences d'actualités en vue de présenter la Belgique au monde allié. Louis-Raoul Bogaerts, *public-relations* de la *Paramount* en Belgique avant-guerre, est chargé de produire des sujets d'actualités sur la présence belge dans la guerre. Il constitue une *film unit* en vue de filmer les opérations militaires

lors de la Libération en Belgique. Ces films sont diffusés par l'intermédiaire des services diplomatiques dans les pays libres et parfois clandestinement en Belgique.

À Londres, les différentes instances qui préparent l'après-guerre se préoccupent du problème des médias à la Libération. Le gouvernement belge ne peut laisser libre cours aux interprétations des événements par les cinéastes et producteurs privés. Il va contrôler les actualités cinématographiques en instaurant un monopole et l'utiliser pour sa propagande nationale. Un accord est conclu entre les gouvernements alliés pour la constitution d'une revue d'actualités filmées qui sera diffusée à la Libération dans les pays libérés. Du 15 septembre 1944 au 28 décembre 1945, *Le Monde libre*, entièrement monté et commenté à Londres, détient le monopole de la presse filmée de notre pays. Il est diffusé par l'*AIS*, l'*Allied Information Service*. On y trouve à la fois des séquences internationales et des séquences spécifiques à la Belgique. Ce monopole détenu par les Alliés et la création d'un service de contrôle dépendant du ministère de la Défense nationale amènent rapidement des polémiques dans les cercles cinématographiques belges. La presse cinématographique belge veut récupérer ses prérogatives et reconquérir sa liberté d'expression.

Depuis octobre 2002, une étude sur la presse filmée de la Libération est menée

au CEGES en collaboration avec la Cinémathèque royale de Belgique (CRB). La Cinémathèque dispose d'une collection de films de fiction et non-fiction, de documentaires, d'actualités... inestimable. La plupart d'entre eux ont été examinés d'un point de vue purement technique (état de la pellicule, métrage, année de production, société de production,...) mais une approche historique de ces films se révélait indispensable. L'image est une source qui a été longtemps négligée par les historiens, au profit des sources écrites, et souvent utilisée uniquement comme illustration en support de l'écrit. Pourtant, par les différents indices sonores et visuels qui la composent, l'image est porteuse d'un message et témoin d'une époque. Le recours à la photographie et aux archives (audio) visuelles s'impose pour comprendre le XX<sup>e</sup> siècle. La question des représentations des événements véhiculés par la presse filmée de la Libération et de ses enjeux au sein de la société belge s'inscrit dans la logique de cette approche.

Le film est une source particulière et unique qui nécessite une manipulation délicate par des spécialistes de la Cinémathèque royale de Belgique. Les copies du *Monde libre* sont sur support nitrate (inflammable); chaque copie, pour être visionnée, doit donc être

convertie sur un support moins dangereux.

Cette recherche s'articule autour de deux problématiques: la première concerne l'analyse des images des actualités *Le Monde libre*. Tous les indices visuels et sonores doivent être repérés: le contenu de l'image, le cadrage, le montage, le commentaire, le support musical et toute la mise en scène cinématographique de l'événement, l'enchaînement des séquences, le choix des thèmes traités et des images sélectionnées. Il s'agit d'identifier les événements et les personnalités mais aussi, dans un deuxième temps, de les placer dans un contexte historique général et d'analyser la démarche qui a prévalu à leur réalisation. La deuxième problématique s'attache à mettre en perspective ces images avec le contexte de production (histoire et idéologie du groupe de presse, personnel technique,...) et de distribution (association des distributeurs, contrôle et censure du gouvernement,...).

Ces films constituent donc une source à part entière, indispensable pour comprendre les attitudes successives de l'opinion/ des opinions au sortir de la guerre. La guerre des images, comme nous l'observons tous les jours sur nos petits écrans, n'est pas une invention de ce XXI<sup>e</sup> siècle...

*Bénédictte Rochet*

Le 17 décembre 2002, notre collègue **Lieven Saerens** a obtenu le prix Hubert Pierlot en couronnement de sa thèse de doctorat et de la publication de celle-ci sous le titre *Vreemdelingen in een wereldstad. Een geschiedenis van Antwerpen en zijn joodse bevolking. 1880-1944*. Paru aux éditions Lannoo, l'ouvrage sera également disponible en français aux éditions Labor en janvier 2004.

Depuis le 7 mai 2003, Lieven Saerens est également titulaire, pour ce même ouvrage, du *Provinciale Prijs voor Geschiedenis* de la province d'Anvers.

## *Services de renseignements belges, 1940-1945*

Le projet “Service de renseignements” entre maintenant dans sa troisième année. Rappelons qu’il s’agit d’étudier cette forme particulière de résistance qu’est l’espionnage, non seulement au travers de son organisation et de ses méthodes, mais aussi de son tissu social. À cette fin, nous avons constitué une importante banque de données, constituée d’informations d’ordre sociologique issues d’un large échantillon (20 %) de dossiers personnels d’agents de renseignements reconnus par l’Administration de la Sûreté de l’État. Bouclée depuis plusieurs mois, cette banque de données offre désormais à nos recherches un matériau quantitatif solide. Celui-ci nous a déjà permis d’étudier sous plusieurs angles l’évolution au cours de la guerre du profil des agents recrutés, ou encore de constater les grandes disparités d’engagement selon les régions du pays. Ces résultats chiffrés ont à plusieurs reprises montré leur véritable mesure en se trouvant confrontés à des sources d’un tout autre ordre, émanant cette fois des

acteurs eux-mêmes. Ainsi, les autobiographies, les journaux personnels et les interviews nous ont offert autant de témoignages du vécu personnel et des motivations des agents de renseignements.

Nos recherches ont également porté sur les antécédents historiques de cette activité d’espionnage. En effet, la Belgique a la particularité d’avoir vu se développer sur son sol de semblables réseaux de renseignements une génération plus tôt. Dresser un panorama de l’espionnage en Belgique en 14-18 nous offre à la fois une perspective comparative et la possibilité de dégager les continuités qui ont pu s’établir en matière de renseignements entre les deux conflits. Une communication à ce sujet au colloque *Une “guerre totale” ? La Belgique dans la Première Guerre mondiale* nous a déjà permis de dresser un bilan succinct de cette première manifestation de l’espionnage en Belgique occupée.

*Emmanuel Debruyne*

---

### **Le Centre de Documentation du Musée juif de la Déportation et de la Résistance**

Le Musée juif de la Déportation et de la Résistance vient de faire don d’une collection de livres à la Bibliothèque du CEGES. Si le Musée en tant que tel est bien connu, on ignore souvent l’existence de son Centre de Documentation (bibliothèque, archives) accessible au public. Ce dernier est ouvert du lundi au jeudi de 8 heures 30 à 16 heures et le vendredi de 8 heures 30 à 12 heures. Un rendez-vous est à prendre au préalable: tél.: 015/290 660; courriel: [infos@cicb.be](mailto:infos@cicb.be). Le Musée est situé dans l’ancienne Caserne Dossin, Goswin de Stassartstraat 153, à 2800 Mechelen.

# Violence et guerre mondiale

La violence a une histoire. Le scientifique doit se positionner face à une conception statique de la fonction de la ‘violence’ dans la communauté humaine, une violence qui serait inchangée et complètement ancrée biologiquement dans l’homme. Bien sûr le facteur biologique est d’une grande importance, mais il explique insuffisamment les variations de l’utilisation de la violence dans le temps et l’espace. La tâche de l’historien se situe à ce niveau. Il est à souligner que jusqu’à nos jours ce sont surtout des spécialistes de l’Ancien Régime qui ont étudié de plus près la position changeante de la violence dans la société. Mais depuis quelques années, les historiens de l’époque contemporaine semblent combler rapidement ce vide. La conscience du caractère violent du siècle passé n’y est pas étrangère.

C’est dans cette optique que le CEGES a lancé début 2001 le projet de recherche “Violence et guerre mondiale”. Mon analyse portera sur la ville d’Anvers pendant la première moitié du XXe siècle en suivant deux pistes de recherche. Dans un premier temps, une micro-analyse des quartiers portera sur la violence ‘quoti-

dienne’ sur le long terme à partir d’années d’échantillon, avec un intérêt particulier pour les influences perturbatrices de la guerre (‘brutalisation’). Cette approche au niveau des quartiers, permettra de bien situer les données dans un contexte social, ce qui est nécessaire pour la bonne compréhension de la violence (cfr les conclusions de l’anthropologie historique, C. Geertz). En intégrant dans mon étude, plusieurs quartiers de composition sociale différente, il deviendra possible de ‘déchiffrer’ le sens de la violence dans un milieu urbain. De plus, la réflexion sur le phénomène ‘quartier’ pourra en profiter, réflexion qui est encore à ses débuts pour le XXe siècle.

Dans un deuxième temps, trois cas, liés à l’entrée et à la sortie de guerre, seront analysés de plus près. Il s’agit des émeutes anti-allemandes en 1914 et des situations de libération en 1918 et 1944/45. En s’inspirant des recherches sur les charivaris, une analyse des actions collectives violentes sera présentée. Il est évident que les résultats seront croisés avec les conclusions de l’analyse des quartiers pour contextualiser ces événements ‘exceptionnels’.

*Antoon Vrints*

**Benoît Majerus** est le lauréat 2002 du prix ‘Herman Diederiks’ pour une étude sur la prostitution à Bruxelles pendant la Première Guerre mondiale. Chaque année, l’*International Association for the History of Crime and Criminal Justice* couronne un article original, écrit par un chercheur en début de carrière et relatif au domaine largement entendu de l’histoire de la criminalité et de la justice pénale. Le travail sera publié dans le prochain numéro de la revue *Crime, Histoire & Société*.

## *La guerre des polices*

La recherche, réalisée dans le cadre du projet “Violence, criminalité et guerres, une approche comparée des deux conflits mondiaux” et financée par les Services fédéraux des Affaires scientifiques, techniques et culturelles (SSTC), entre maintenant dans sa troisième année. L’angle d’approche choisi, la police communale de Bruxelles pendant les deux occupations, permet de relever les nombreuses continuités qui existent entre les deux périodes:

- intérêt particulier de l’occupant à contrôler les forces de l’ordre;
- centralisation de la bonne quinzaine de corps de police (16 en 14-18; 19 en 40-44) dans le cadre d’un Grand-Bruxelles;
- le travail policier, source majeure de conflit entre occupé et occupant;

- marges de manoeuvre non négligeables dans la pratique quotidienne.

Pour réaliser ce travail, j’ai notamment pu disposer des très riches archives de police conservées aux Archives de la Ville de Bruxelles (AVB). Ces dossiers qui n’ont malheureusement pas encore été inventoriés, semblent en fait provenir de la Division centrale de la police communale. Classés par sujet, ils permettent de dégager la pratique policière quotidienne. Celle-ci reste peu étudiée en Belgique, surtout pour les temps de guerre. Les fonds conservés au CEGES, à l’Auditorat général, aux AGR ainsi qu’à Paris, Berlin et Freiburg compléteront la riche moisson récoltée aux AVB.

*Benoît Majerus*



*Police  
bruxelloise,  
1943  
(Photo  
CEGES).*

## *Histoire de l'industrie diamantaire belge durant la Seconde Guerre mondiale*

L'étude des différentes facettes du destin de l'industrie diamantaire anversoise pendant la guerre a déjà fait l'objet d'une introduction dans les numéros 35 et 37 du *Bulletin* du CEGES. Il s'agissait principalement de la réorganisation du secteur selon les principes corporatistes et les exigences de l'industrie de guerre, ainsi que de la spoliation de diamantaires juifs et de la défense des intérêts du secteur par les autorités anversoises, nationales et coloniales en dehors du territoire occupé. En 2002, un certain nombre de thèmes connexes furent développés.

Ainsi, l'étude de la restitution des diamants dérobés – étude effectuée pour la Commission d'étude sur le sort des biens des membres de la Communauté juive de Belgique spoliés ou délaissés pendant la guerre 1940-1945 – révéla les réticences des autorités américaines d'occupation en Allemagne vaincue vis-à-vis des revendications belges de restitution des matières stratégiques. Les diamants de qualité inférieure étaient fort prisés par l'industrie en tant qu'outils d'aiguisage et de perçage extrêmement résistants, surtout au temps de la guerre froide. Ce regain d'intérêt fut suscité aux Etats-Unis par la crise coréenne et en Allemagne par la volonté de renforcer l'économie pour endiguer le communisme. Les autorités belges et les responsables diamantaires s'engagèrent alors durant près de 4 ans, soit de février 1947 à octobre 1950, dans d'âpres négociations avant d'obtenir gain de cause. Les résultats de cette étude sont repris dans

les *Cahiers d'Histoire du Temps présent*: 'Claim 13765B-Industrial Diamonds' – *De restitutie van ruwe industriediamanten aan de Belgische diamantsector en de grenzen van de Amerikaanse goodwill 1945-1951*, *Cahiers* n° 10, octobre 2002.

Un autre sujet développé est celui de la diaspora diamantaire apparue à partir de mai 1940. En cas d'agression allemande, il avait été décidé à l'avance que le secteur diamantaire serait transféré en France. Aussi de nombreux diamantaires, lapidaires et représentants des compagnies d'extraction diamantaire congolaise comme la Forminière, gagnèrent le Midi de la France où rien n'avait pourtant été prévu pour leur accueil. De France, les diamantaires fuirent dans divers pays. Ils rejoignirent des centres diamantaires existants, des centres de production de diamant brut et dans certains cas, s'établirent en Palestine pour y contribuer à la construction d'un État juif. Dans tous ces lieux de refuge, les diamantaires, juifs dans la majeure partie des cas, contribuèrent de manière non négligeable à la création ou au développement de centres diamantaires. Ces centres représentèrent une menace de concurrence réelle pour l'industrie diamantaire anversoise après la guerre. De plus, la dissémination des diamantaires préfigura la tendance actuelle de délocalisation de cette industrie. Un article à ce propos doit bientôt paraître: *De Antwerpse diamantdiaspora tijdens de Tweede Wereldoorlog. Jaarboek NIOD, Themanummer Oorlog en economie*, Amsterdam, 2003.

*Eric Laureys*

# *Une analyse de la politique belge d'éloignement (1875-1975), particulièrement attentive à l'influence des deux guerres mondiales*

## 1. Une étude du cadre législatif

L'étude, pendant l'année écoulée, de la politique d'expulsion de la Belgique a permis de dresser dans ses grandes lignes les contours de cet élément de la politique des étrangers. Au cours de ces cent années, le rapport entre les droits liés au fait d'être belge et les droits de l'homme, inhérents à chaque individu, et donc également aux étrangers, se modifie. La conception des droits de l'homme comme protection contre un État tout-puissant change radicalement durant ce siècle. La puissance du pouvoir exécutif sur les étrangers, il est vrai contrôlée par le pouvoir judiciaire, augmente considérablement au cours de la période étudiée. Cet accroissement de pouvoir est moins sensible pour les étrangers établis sur le territoire. Un séjour permanent en Belgique soustrait d'une certaine manière l'étranger à l'influence renforcée de l'État.

Dans des moments de crise – que ce soit en 1918, en 1939 ou en 1944 –, le pouvoir législatif a temporairement renoncé à la protection de la liberté individuelle de tous les ressortissants, qu'ils soient étrangers ou belges, comme principe de base de l'État libéral de droit, pour promouvoir un État plus coercitif. Le renforcement de l'autorité de l'État sur les étrangers perdura après la Seconde Guerre mondiale en se codifiant dans la loi relative aux

étrangers de 1952. Cette législation établie au moment le plus intense de la Guerre froide resta d'application jusqu'en 1980: elle attribua au pouvoir exécutif un pouvoir sur les étrangers de Belgique jusque alors inconnu en temps de paix.

## 2. Une étude en direction du politique

L'étude ne se concentre pas seulement sur la réglementation, mais analyse également l'utilisation faite par le pouvoir exécutif de la compétence accordée par le Parlement. Une recherche exploratrice a été menée pour la période 1871-1895. Nous avons examiné pourquoi on a décidé d'aller jusqu'à l'expulsion, qui était expulsé et quelle était l'efficacité d'une telle décision.

Cette analyse indique une radicalisation de la politique d'expulsion dans le dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle, une accélération du processus se manifestant dans la première moitié des années nonante. L'accélération est la conséquence de changements radicaux sur le plan sociétal, se traduisant notamment par une réorientation de l'entreprise politique. La crise économique vécue alors et plus particulièrement son expression politique, la grande grève ouvrière de 1886, sert de catalyseur à la percée de l'intervention sociale de l'État. La plus forte pénétration de l'État dans la société conduit à une nouvelle ligne de





*Merksplas, lieu de transit ou camp disciplinaire pour les immigrés indésirables de 1892... à nos jours (Photo GEVANGENISMUSEUM MERKSPLAS)*

fracture au sein de ladite société. Les Belges sont différenciés des étrangers en ce sens que seuls les Belges sont pris sous la ‘protection’ de l’État. Quand pour réprimer la migration interne des chômeurs, le ministre de la Justice Lejeune développe une stratégie curative et répressive, les immigrés demandeurs d’emploi, mais également les personnes

étrangères vivant de la prostitution, deviennent l’objet des premières expériences en matière de politique répressive à l’encontre des immigrés. Cette accélération n’est cependant qu’un renforcement de la modernisation de la politique d’immigration dont les germes se situent dans les années septante du XIX<sup>e</sup> siècle.

*Frank Caestecker*

Dans le dossier du *Bulletin du CEGES* n° 37, “**Enfants de résistant ou de collaborateur: grandir sans père ou mère**”, nous vous avons fait part des premiers résultats de notre enquête. Celle-ci se poursuit et devrait donner naissance à une étude plus complète au cours de l’année 2004. Si vous souhaitez encore nous confier votre témoignage sous quelque forme que ce soit, n’hésitez pas à nous contacter.

*Isabelle Ponteville & Chantal Kesteloot*

## Premiers succès pour l'opération "Annuaire" !

Dans son n° 37, le *Bulletin* faisait appel à vous pour compléter ses collections en matière d'anciens annuaires. Plusieurs de nos lecteurs ont répondu favorablement à notre demande, ce qui nous a permis d'acquérir quelques-uns de ces ouvrages devenus précieux !

Monsieur **Albert Guyaux** nous a fait parvenir le 11 juin 2002 les deux volumes de l'année 1951-1952 de l'annuaire officiel de la RTT. Le premier offre un classement des abonnés par noms de rues, pour les réseaux de Bruxelles, Anvers, Charleroi, Gand, Liège et Verviers, tandis que le second met à notre disposition un classement par professions.

Quelques jours plus tard nous parvenait la proposition de Monsieur **O. Brouhier** de nous faire don d'un exemplaire de l'*Annuaire administratif et judiciaire* de l'année 1948. Accompagnait celui-ci un tome du *Recueil d'Adresses de Belgique* daté de 1941, classant par ordre alphabétique les membres de la haute société, ainsi qu'un deuxième tome reprenant ceux-ci en les classant par adresses, pour le Grand Bruxelles uniquement.

Le 4 septembre 2002, nouvelle proposition, cette fois de Monsieur **Magritte de Liberchies**, qui venait de sauver *in extremis* un annuaire téléphonique de 1939, reprenant les deux Flandres, le Limbourg et la province d'Anvers !

Enfin, début mai 2003, Monsieur **Colson**, de la bouquinerie électronique "La mémoire des Siècles", nous a offert l'*Annuaire médical belge* de l'année 1938.

Nos plus vifs remerciements à MM. Guyaux, Brouhier, Magritte et Colson pour ces précieux apports !

Bien entendu, le CEGES reste intéressé par toute nouvelle acquisition, notamment pour l'Entre-deux-guerres et les périodes d'occupation.

*Emmanuel Debruyne*

~ ~ ~

## Nouveaux collègues

Deux nouveaux collègues nous ont rejoints comme attachés le 1<sup>er</sup> janvier 2003 dans le cadre d'un projet SSTC portant sur la résistance en Flandre (cfr article, page suivante).

**Karolien Steen** (°18.01.1979), licenciée en histoire de l'Université de Gand, a réalisé son mémoire sur la propagande anglaise durant la Première Guerre mondiale. Elle a ensuite étudié les sciences culturelles à la *Vrije Universiteit Brussel*.

Le mémoire de **Jan Laplasse** (°04.08.1974), également licencié en histoire de l'Université de Gand, portait, lui, sur "Furnes, une petite ville de province durant la Seconde Guerre mondiale. Une contribution à l'histoire de la résistance dans le Westhoek". Après sa licence complémentaire en archivistique et gestion de la documentation contemporaine à la *Vrije Universiteit Brussel*, il a travaillé comme documentaliste à la *Katholieke Hogeschool Kempen*, puis comme archiviste au Centre d'archives et de documentation de la *Witte Brigade Fidelio*, et enfin en tant que collaborateur scientifique à l'*AMSAB-Institut d'Histoire sociale* à Gand. Il est l'auteur de diverses publications, dont plusieurs inventaires (*Witte Brigade Fidelio*, Sociétés coopératives socialistes flamandes...).

# La résistance en Flandre

Le 1<sup>er</sup> janvier 2003, a démarré le projet SSTC “Résistance en Flandre”, une initiative conjointe de l’unité d’histoire contemporaine de l’Université de Gand (professeur Bruno De Wever), du CEGES et du Centre d’Archives et de Documentation de la *Witte Brigade (Fidelio)*. Le projet veut combiner analyse scientifique, conservation d’un patrimoine culturel et objectivation d’un débat de société.

L’idée a germé du constat que, en dépit de l’afflux récent de travaux scientifiques sur la Seconde Guerre mondiale élaborés à partir d’angles d’approche nouveaux, de grosses lacunes persistent toujours en ce qui concerne l’historiographie de la résistance. D’autre part, il n’est plus besoin de souligner que la situation des archives ne joue pas particulièrement en faveur du chercheur intéressé.

Concrètement, les initiateurs du projet désirent faire toute la clarté sur les sources et offrir une synthèse générale du rôle et de la signification de la résistance en Flandre durant la Seconde Guerre mondiale. Le fait de se focaliser sur la Flandre (Bruxelles y compris) était, dans le cas présent, une option consciente et nécessaire. Ce choix permettra de combler un vide manifeste non seulement dans le paysage archivistique, mais aussi et surtout au niveau de la recherche scientifique encore à mener. En outre, il conduira à une première ébauche destinée à rétablir le déséquilibre relatif existant pour le moment vis-à-vis de l’historiographie de la résistance en Belgique francophone. De toute façon, une analyse de la résis-

tance en Flandre se doit d’être réalisée à l’intérieur d’un contexte ‘belge’ et de dépasser le niveau purement régional et de la description des organisations. Elle veut être l’équivalent des travaux existants faisant autorité en la matière, à savoir ceux de José Gotovitch (Parti communiste de Belgique, 1940-1944) et de Fabrice Maerten (résistance idéologique dans le Hainaut).

Le projet est mené par deux chercheurs engagés à temps plein. **Karolien Steen** a étudié l’histoire à l’Université de Gand et les sciences culturelles à la *Vrije Universiteit Brussel*. **Jan Laplasse** est également historien de l’Université de Gand; en outre, il a aussi mené à bien une licence complémentaire en archivistique et gestion de la documentation contemporaine. Un groupe de travail, composé de membres des trois institutions à la base de l’initiative, se charge du nécessaire encadrement scientifique du projet.

La première phase du projet de recherche couvre l’année 2003. Elle est consacrée à l’élaboration d’un guide des sources électronique comprenant une banque de données basée sur le module archivistique du système d’accès automatisé Pallas. Ce guide sera délimité géographiquement à la Flandre et à Bruxelles. Au niveau du contenu, l’accent sera mis sur la résistance, ses origines, ses membres et ses organisations, ainsi que sur son devenir après la guerre. La banque de données fournira les descriptions d’archives par lieu de conservation (CEGES et en de-

hors), mais permettra aussi, via diverses stratégies de recherche, de faire le tour d’horizon de collections virtuelles de la résistance. Outre inventorier des sources connues et moins connues relatives à la résistance, le CEGES souhaite aussi prospecter activement le terrain. Quiconque

désire signaler l’existence d’archives de la résistance ou de résistants conservées par des particuliers, peut prendre contact avec l’un des deux chercheurs liés au projet, que ce soit par téléphone (02/287.47.85) ou par mail (jan.laplasse@cegesoma.be ou karolien.steen@cegesoma.be).

*Jan Laplasse & Karolien Steen*

## Prix “Fondation Armée secrète” – Règlement

Le prix de littérature prévu en Article 2 des statuts de la Fondation Armée secrète est d’un montant de (minimum) 1.000 euros.

Ce prix **bisannuel** doit récompenser le(s) auteur(s) d’un travail historique scientifique qui traite de personnes, de faits ou d’événements où l’Armée secrète ou la Résistance armée ont joué un rôle durant la Seconde Guerre mondiale (1940-1945). Les œuvres présentées doivent être rédigées en français ou en néerlandais. Les auteurs doivent être de nationalité belge.

### *Attribution du prix*

Le prix sera attribué, à partir de 2004, tous les deux ans en novembre, au meilleur travail soumis à l’appréciation du jury.

Les travaux présentés, manuscrits ou ouvrages publiés depuis moins de cinq ans, peuvent être pris en considération pour l’attribution du prix et doivent parvenir au Secrétariat de la Fondation (c/o F. Alderweireldt, avenue Jules César 14, 1150 Bruxelles) **avant le 1<sup>er</sup> janvier** de l’année de l’attribution.

Les ouvrages présentés restent la propriété de la Fondation.

Le jury peut décider de ne pas décerner le prix ou de le répartir entre plusieurs lauréats.

### *Jury*

Le jury comprendra trois administrateurs bilingues de la Fondation Armée secrète, désignés par le Conseil d’administration de la fondation.

Le jury aura toute liberté pour solliciter, à titre consultatif, le concours de toute personne étrangère spécialisée dans les domaines traités.

Les décisions du jury se prennent à la majorité simple et sont sans appel.

## Colloque “Réfugiés d’Allemagne nazie, les frontières de l’asile”

Le CEGES organisera du **15 au 17 janvier 2004** en collaboration, entre autres, avec la *Vrije Universiteit Brussel* (prof. E. Witte), l’*Universiteit Gent* (prof. H. Balthazar), le *Goethe-Instituut* et la *Koninklijke Vlaamse Academie van België*, un séminaire international sur le thème de l’accueil des réfugiés de l’Allemagne nazie en Europe. Ce séminaire, auquel participeront des experts belges et étrangers, analysera de manière comparative la politique en matière de réfugiés des Etats européens libéraux durant les années trente. L’attention se concentrera tant sur la politique d’admission que sur la relation entre le public et le privé lors de l’accueil des réfugiés. La politique en matière de réfugiés était, à n’en pas douter à l’époque, une responsabilité partagée de l’État et de la société. La dynamique de l’ardeur à expulser du régime nazi et la mesure selon

laquelle ces intentions politiques furent réalisées seront également des thèmes développés lors de ce séminaire. Ce dernier souhaite être le lieu de rencontre des nouvelles conceptions relatives à l’histoire de la politique en matière de réfugiés et à la dynamique d’exclusion du régime nazi. Par le biais de l’approche comparative, le cadre national dans lequel ces recherches se situent encore sera dépassé et l’on parviendra à des conceptions neuves en lien avec le caractère global des flux de réfugiés.

Lors de la séance de clôture, le samedi 17 janvier 2004, cette expérience historique sera synthétisée et confrontée avec la problématique actuelle de l’immigration. Les personnes qui seraient intéressées à participer à ce séminaire peuvent prendre contact avec le CEGES (courriel: frank.caestecker@cegesoma.be - tél.: 02/287.48.11 - fax: 02/287.47.10).

*Frank Caestecker*

Les Actes du colloque “Guerre et Economie”  
organisé par le CEGES fin novembre 2002 seront  
publiés dans le numéro 14 du *Jaarboek* de nos collègues  
du *Nederlands Instituut voor Oorlogsdocumentatie (NIOD)*.  
La revue paraîtra en octobre 2003.

Renseignements:  
Dirk Luyten – dirk.luyten@cegesoma.be

## Les chemins de la mémoire

Le 30 septembre dernier, était officiellement lancé le site des **chemins de la mémoire**. Initié un an plus tôt par le Mémorial de Caen, ce projet avait réuni six institutions européennes – dont le CEGES – désireuses de croiser leur vision de l’histoire et de la mémoire, avec celle de leurs voisins anglais, français, belges, espagnols, allemands et italiens. Ensemble, elles ont recensé et commenté, pays par pays, des lieux emblématiques des deux conflits mondiaux et de la guerre civile espagnole.

La version pilote du site, présentée à la presse et aux officiels, est aujourd’hui en ligne. En constante évolution, elle s’enri-

chit progressivement d’illustrations et de traductions, qui en feront à terme un outil attractif et bien documenté. Une navigation balisée permet à l’internaute d’accéder facilement à la fiche historique d’un “lieu de mémoire”, théâtre d’un épisode ou d’un phénomène de société lié à l’un des conflits abordés. En quelques lignes, les événements historiques sont alors relatés et illustrés. Un lien hypertexte permet ensuite d’accéder à une notice touristique qui renseigne les “lieux de commémoration” y associés, ou signale au contraire leur absence.

L’adresse pour visiter le site:  
<http://www.lescheminsdelamemoire.net>

*Anne Godfroid*

### Recherches en cours... Recherches bouclées...

Les anciens résistants du groupe Hotton ont impulsé récemment, de concert avec le CEGES, un projet de recherche sur le profil sociologique des tenants de la collaboration armée en Belgique francophone. Cette recherche a été confiée à **Flore Plisnier**, qui venait d’achever une licence en histoire à l’ULB après avoir présenté avec succès, en octobre 2002, un mémoire intitulé *Le rexisme et l’Ordre nouveau à Charleroi de 1933 à 1944*.

La jeune historienne, qui poursuit actuellement des études de politologie, a remis le 30 avril 2003 les conclusions de son travail. Celui-ci comprend une soixantaine de pages riches en données statistiques sur les composantes de cette forme extrême d’engagement qui rassembla les “porteurs d’armes” au service de la “Nouvelle Europe” nazie. Il sera mis incessamment à la disposition des lecteurs.

*Alain Colignon*

# Le Fort de Breendonk rénové

Des hauts parleurs remontant à Mathusalem, des photos à moitié jaunies collées sur de la jute... Il est clair que le Mémorial national du Fort de Breendonk avait besoin d'une rénovation. Il y a trois ans, le conseil d'administration a décidé de s'atteler à la tâche. Sous la direction inspirée du professeur émérite Roger Coekelberghs (détenu à Breendonk en août 1941, chef de secteur du réseau de renseignement *Luc-Marc* pour le Hainaut en 1942-1944 et président du Mémorial depuis début 2000), une équipe a été formée et le ministère de la Défense contacté.

Sous l'impulsion du ministre André Flahaut, la Défense a non seulement octroyé les fonds nécessaires, mais en outre, le Mémorial a pu bénéficier de la coopération de divers services tels le "4RCI" (les travaux d'infrastructure, colonel Kempeneers) et le DGIPR (moyens audio-visuels, le général major Simon et le commandant Spillemaeckers). A l'instar des autres institutions du patrimoine historique de la Défense tels le Musée de l'Armée et le Couloir de la Mort, Breendonk fait partie du "pôle mémoire" de la Défense dont le fonctionnement est coordonné par le général-major Denis Hardy, également administrateur du Mémorial.

Pour la muséologie, il a été fait appel à Paul Vandebotermet qui a déjà réalisé

nombre de grands projets tant en Belgique qu'à l'étranger, notamment le Musée juif de la Résistance et de la Déportation à la caserne Dossin. Le volet muséologique a pu s'appuyer sur nombre de travaux historiques. D'importantes recherches archivistiques, tant dans les centres d'archives belges qu'étrangers et auprès de particuliers, ont livré quantité de photos et de documents inconnus jusqu'alors. Il convient de mentionner tout particulièrement la série de photos, déjà connues, du reporter de guerre allemand Otto Kropf, découvertes il y a quelques années par le collectionneur néerlandais Otto Spronk et conservées depuis au CEGES<sup>1</sup>. Ce sont les seules images de la vie à l'intérieur de l'*Auffanglager* durant l'occupation.

Le projet Breendonk a été encadré par un comité scientifique dirigé par José Gotovitch et comprenant aussi diverses personnalités expérimentées en matière de gestion de musée ou d'accompagnement de projets muséologiques comme Patrick Lefèvre du Musée royal de l'Armée, Yves Le Maner de "La Coupole" (France) et Luc De Vos de l'Ecole royale militaire. Cette dernière institution a d'ailleurs financé les missions dans des centres d'archives situés à l'étranger.

Le nouveau parcours du visiteur est plus long que l'ancien. Nombre de locaux qui

<sup>1</sup> Rappelons que ces photos ont fait l'objet d'une publication du CEGES, *Breendonk. Les débuts...*, Bruxelles, Buch Editions/CEGES, 1997.

n'étaient pas visibles auparavant, comme les douches, les écuries et les toilettes, sont ouverts au public. Alors que par le passé on ne pouvait voir qu'une seule chambrée de détenus, elles sont désormais toutes accessibles et un thème distinct est proposé dans chacune d'entre elles. Ainsi le visiteur se voit proposer une vision globale de ce que signifiait être détenu à Breendonk. Autre changement important, l'ouverture de ce que l'on appelle le bureau SS, où les principaux 'bourreaux de Breendonk' sont présentés. Pour bien comprendre l'horreur de l'univers concentrationnaire, il est en effet important d'étudier non seulement les victimes mais aussi les responsables: qui sont-ils, quelles étaient leurs motivations ?

L'ancien musée est remplacé par quatre nouvelles salles que l'on visite à la fin du parcours. Après que le visiteur se soit fait une idée, à travers le parcours, de la vie d'un détenu à Breendonk, la première salle de musée tente de donner une image représentative de ces détenus par une galerie de portraits. La deuxième salle montre comment Breendonk ne constituait qu'un maillon de l'ensemble de la terreur nazie: en Belgique, des prisonniers politiques ont également été détenus dans d'autres lieux comme la prison de Saint-Gilles ou le fort de Huy. En outre, Breendonk n'était pas une destination finale: à partir de septembre 1941, des convois ont été régulièrement organisés en direction des camps de concentration de Neuengamme, de Mauthausen et de Buchenwald. La troisième salle est consacrée à Breendonk après la libération. Sont évoqués le 'Breendonk II' où des inciviques avérés ou suspectés ont été enfermés, les procès contre les 'bourreaux de Breendonk' et contre le commandant du camp

Schmitt, le Mémorial et les cérémonies d'après-guerre, la représentation mémorielle des cruautés commises dans le camp à travers le travail d'artistes ou d'écrivains.

Tout qui avait visité 'l'ancien Breendonk' avait été frappé par son caractère vieillot (c'était particulièrement vrai pour le musée). Le 'nouveau Breendonk' utilise les moyens muséologiques les plus modernes. Sont disséminés au fil du parcours cinq vidéos réunissant des témoignages d'anciens détenus sur divers thèmes; le sixième présente le déroulement d'"une journée à Breendonk". Ces témoignages ont été extraits à la fois de documentaires existants de la VRT (Etienne Verhoeyen) et de la RTBF (Jacques Cogniaux), et de la série de témoignages vidéo réalisée par *Televox* (commandant Kleysman) et Patrick Moreau. Les vidéos montrent également le procès de Malines (sur base du chef-d'œuvre classique du cinéaste et résistant André Cauvin), les cérémonies d'après-guerre (actualités *Belgavox*) et l'œuvre de Willem Pauwels (alias Wilchar). Dans une salle de projection située au début du parcours, on peut découvrir un film sur l'histoire du Fort de Breendonk avant 1940, tandis que la dernière salle du musée présente, par l'entremise d'un film de fiction, le 'message de Breendonk'. Ces deux films ont été produits par le service DGIPR de la Défense. Les guides audio remplacent les vieux haut-parleurs.

Le 6 mai 2003, ce 'nouveau Breendonk' a été officiellement inauguré par le roi Albert II, en présence du ministre de la Défense, André Flahaut, du ministre-président de la Communauté flamande, Patrick Dewael, du gouverneur de la



province d'Anvers, Camille Paulus et du bourgmestre de Willebroek, Elsie De Wachter. Le ruban traditionnel était, pour la circonstance, remplacé par du fil barbelé. Le roi, guidé par le président Roger Coekelbergs, était visiblement impressionné par le renouveau du Mémorial. Il

a également pris le temps de discuter avec quelques anciens détenus. Au terme de la visite, la vénérable assemblée s'est rendue à Malines pour une visite à la caserne Dossin et à l'exposition temporaire consacrée à Buchenwald et aux prisonniers politiques malinois.

*Patrick Nefors*

### **Informations pratiques**

Pour les visites de groupes: réservation préalable au 03/860.75.24.

Visitez notre site web: [www.breendonk.be](http://www.breendonk.be) où vous trouverez toutes les adresses électroniques.

## **Une mission gouvernementale pour le CEGES Une étude sur les responsabilités éventuelles de la Belgique dans le judéocide**

Le 13 février 2003, le Sénat belge approuvait à l'unanimité une résolution concernant "la détermination des faits et la responsabilité éventuelle des autorités belges dans la persécution et la déportation des Juifs en Belgique durant la Seconde Guerre mondiale". Cette résolution avait été initialement présentée par les sénateurs Alain Destexhe (MR) et Philippe Mahoux (PS), mais fut par la suite appuyée par toutes les fractions démocratiques. Ce qui est important pour notre institution, c'est que le Sénat, par le biais de cette résolution, demande au Gouvernement de confier une recherche historique sur ce sujet au CEGES et de mettre à la disposition de l'institution les moyens nécessaires à cette fin.

Lors d'une séance d'audition convoquée le 23 janvier 2003 par la Commission des Affaires institutionnelles du Sénat, les responsables du CEGES ont, en présence du Premier ministre Guy Verhofstadt, attiré l'attention sur le fait qu'une pareille étude ne serait possible que moyennant un accès aux archives des institutions de droit public et privé. La proposition de loi qui règle cette matière fut approuvée à l'unanimité par le Sénat le 13 février, avant de l'être le 4 avril par la Chambre des Représentants.

Selon toute probabilité, la mise en oeuvre de cet important projet de recherche, pour lequel le Sénat a accordé un délai de deux ans, pourra prendre forme concrètement à l'automne et démarrer en janvier 2004.

*Rudi Van Doorslaer*

# Séminaires

## Bilan des séminaires 2002

Les travaux de la commission d'enquête parlementaire consacrée à l'assassinat de Patrice Lumumba constituent, à n'en pas douter, un événement d'ordre historique et politique. Dans ce cadre, quatre historiens ont été chargés de l'élaboration d'un véritable travail scientifique avec libre accès aux archives <sup>1</sup>. Parmi eux figurait **Emmanuel Gerard**, professeur à la KUL, qui est venu nous exposer le travail des experts et s'est plus particulièrement attardé sur la période charnière qui va de la proclamation de l'indépendance du Congo à la destitution de Lumumba. *Grosso modo*, cette période se divise en quatre phases: l'indépendance proprement dite, le gouvernement de Lumumba, l'assignation de ce dernier à résidence et son transfert au Katanga. L'orateur s'est consacré à l'attitude du gouvernement belge (les experts ont eu accès aux procès-verbaux du Conseil des ministres), et à celle du Roi tout en évoquant le rôle des Nations Unies. Il a également évoqué les tensions intérieures au Congo et la manière dont le gouvernement de Lumumba était perçu tant sur le plan intérieur qu'extérieur.

Le rôle clé occupé par des historiens transparaît également à la lumière de la

situation néerlandaise. Là, c'est la situation dans l'enclave de Srebrenica et, plus particulièrement, le comportement du bataillon néerlandais qui se trouvait sur place qui va susciter la commande d'un rapport au *Nederlands Instituut voor Oorlogsdocumentatie* <sup>2</sup>. Le directeur de l'institution, **Hans Blom**, est venu nous entretenir du sens de cette démarche. Il s'agissait à la fois de décrire et de comprendre pourquoi l'enclave est tombée, et de resituer l'événement dans son contexte historique. Ici, c'est une mission de recherche qui a été confiée à une institution sans que le Parlement néerlandais n'interfère directement dans la méthode de travail. Une équipe a pu être spécialement recrutée dans cette optique. Blom n'a pas caché les difficultés qu'impliquent des recherches sur une période très contemporaine et portant sur des questions où il est quasiment impossible de demeurer en retrait du débat social. Qui plus est, l'équipe de recherche a travaillé dans un climat où la tension politique est demeurée constante. Ce type de recherche pose également le problème du suivi de l'équipe: comment gérer l'émotion, le stress dès lors que l'on travaille sur un sujet aussi sensible ?

<sup>1</sup> *Enquête parlementaire visant à déterminer les circonstances exactes de l'assassinat de Patrice Lumumba et l'implication éventuelle des responsables politiques belges dans celui-ci*, Bruxelles, Chambre des Représentants, 2001, 2 vol. Sur le travail de l'historien, voir Ph. RAXHON, *Le débat Lumumba. Histoire d'une expertise*, Bruxelles, Labor/Espace de Libertés, 2002. Voir aussi: R. VAN DOORSLAER, "De moord op Patrice Lumumba en de parlementaire onderzoekscommissie", in *CHTP*, n° 11, 3.2003, p. 193-201.

<sup>2</sup> *Srebrenica, een 'veilig' gebied. Reconstructie, achtergronden, gevolgen en analyses van de val van een Safe Area*, Nederlands Instituut voor Oorlogsdocumentatie, 2002, Set Hoofdrapport + 4 deelstudies inclusief cd-rom met extra deelstudies.

À travers ces deux séminaires, plusieurs points communs se dégagent à commencer par l'évolution du travail de l'historien et sa position en tant qu'expert, les rapports entre histoire et politique, le rôle des médias, le travail dans l'urgence par rapport à la demande sociale. Il s'agit aussi de s'interroger sur la légitimité de ce genre de démarche et sur les changements que toutes ces dimensions peuvent induire quant à la perception de l'historien. Il s'agit là de questions essentielles qui ne manqueront pas de se reposer à la lumière d'autres initiatives en cours.

**Laird Boswell**, professeur à l'Université du Wisconsin, mène des travaux sur la question des identités de certaines régions de France. Après avoir effectué des recherches sur l'intégration des Alsaciens et des Lorrains dans les années 1930, il s'est intéressé aux années 1950 et 1960 et aux rapports entre de Gaulle et l'Alsace-Lorraine. Il a développé le paradoxe d'une Alsace-Lorraine occupant une place tout à fait particulière dans l'imaginaire français et ce depuis 1870, et de la difficulté de cette même région à intégrer effectivement l'espace français. Il faut en effet attendre l'après Seconde Guerre mondiale pour parler d'un tournant national et patriotique. Le rôle de de Gaulle est capital dans ce tournant. Entre 1944 et 1964, l'homme d'Etat entreprend pas moins de 12 voyages officiels en Alsace, et le Rassemblement du Peuple français est lancé à Strasbourg. Selon l'orateur, aujourd'hui encore l'Alsace, plus que la Lorraine, charrie une identité particulière

avec une nostalgie pour un patriotisme des temps révolus.

Comme l'année dernière, un des séminaires était organisé conjointement avec le séminaire de licence de l'Université catholique de Louvain. Cette fois, l'orateur choisi n'était autre que **Gerd Krumeich**, professeur à l'Université de Düsseldorf et membre de l'équipe qui anime l'Historial de la Grande Guerre à Péronne. À la lumière de l'occupation de la Rhénanie, il s'agissait de tenter de prendre la mesure de l'impact de la Première Guerre mondiale sur l'Entre-deux-guerres. Dans quelle mesure cette occupation a-t-elle pu être perçue par les Belges et les Français comme une forme de revanche voire une guerre légitime ? Comment l'événement a-t-il été appréhendé côté allemand ? De toute évidence, une recherche appelée à se poursuivre.

Quant à **Éliane Gubin**, professeure à l'ULB, elle est venue nous présenter l'ouvrage qu'elle a co-signé avec feu Jean Stengers, ouvrage consacré à l'histoire du sentiment national en Belgique<sup>3</sup>. La période étudiée s'échelonne de 1830 à 1914. Elle porte évidemment sur la phase cruciale de la Révolution de 1830 mais pose surtout la question du développement du sentiment national. Comment un État nouvellement créé dans un contexte international peu favorable peut-il convaincre en termes de visibilité ? À travers quels éléments cette présence est-elle tangible pour toutes les couches de la population ? L'étude s'achève sur le

<sup>3</sup> Jean STENGERS & Éliane GUBIN, *Histoire du sentiment national en Belgique des origines à 1918*, Tome 2: *Le grand siècle de la nationalité belge. De 1830 à 1918*, [Bruxelles], Éditions Racine, [2002], 234 p.

paradoxe de la guerre, paradoxe d'une période où le sentiment national belge est à son apogée alors que dans le même temps émerge un sentiment national concurrent qui s'en prend directement à la Belgique.

La parution de la *France des camps* a été l'occasion d'accueillir **Denis Peschanski**<sup>4</sup>. Celui-ci a évoqué la politique d'internement instaurée en novembre 1938, une notion à tout le moins curieuse dans le cadre du fonctionnement d'un État démocratique en temps de paix. Quelques 600.000 personnes ont été internées pour des périodes plus ou moins longues dans une infinité de camps dont seuls quelques-uns sont demeurés dans les mémoires. L'orateur a présenté la diversité des situations: des internés politiques, les nomades, les Juifs, les étrangers dont, venant de Belgique, les suspects de mai 1940. Bien évidemment, les conditions de l'internement ont évolué dans le temps pour atteindre leur paroxysme avec la solution finale. Aux logiques d'exception et d'exclusion s'est substitué le temps de la déportation et de l'extermination. La fin de la guerre ne marque pas la fin de cette politique puisque le dernier camp ne disparaît qu'en mai 1946.

**Thomas Pierret**, jeune licencié en histoire de l'Université de Liège, a développé l'un des aspects de son mémoire consacré aux Belges d'Égypte pendant la Seconde Guerre mondiale<sup>5</sup>. L'orateur a porté son regard sur un épisode particulier

de cette période à travers le regard de la petite communauté belge sur place – environ 600 personnes – et le personnel diplomatique en poste. Quels regards portaient-ils à distance sur l'attitude du Roi ? Le propos en dit long sur la perception des événements vus sous la loupe d'une communauté assez cosmopolite et dont le sentiment patriotique n'est pas perçu comme très développé. En envisageant le personnel diplomatique, ce sont aussi plusieurs visions de la Belgique et de la notion de démocratie qui s'affrontent, des aspects révélateurs quant aux mentalités des diplomates belges et quant à leurs stratégies successives.

**Nathalie Verstrynge**, historienne issue de l'Université de Gand, a consacré son mémoire de licence à la photographie de presse et, plus particulièrement, à l'image de la violence telle que représentée dans le quotidien français *Le Matin* avant et après la Première Guerre. Le choix du titre avait été guidé par le fait qu'il s'agissait d'un journal d'opinion, illustré, répondant à un besoin de 'visualisation' de l'événement. L'objectif ultime de ses recherches était de confronter les théories de Mosse relatives au processus de brutalisation avec celles d'Élias sur la civilisation des mœurs.

Enfin, **Delphine Hajaji**, issue elle aussi de l'Université de Gand, s'est attachée à la personne d'Arthur Wauters. Les débuts de la carrière de ce responsable socialiste

<sup>4</sup> Denis PESCHANSKI, *La France des camps. L'internement, 1938-1946*, Paris, Gallimard, [2002], 456 p.

<sup>5</sup> Thomas PIERRET, "Les Belges d'Égypte pendant la Seconde Guerre mondiale. Une communauté isolée face aux 'deux politiques belges de 1940'", in *CHTP*, n° 11, 3.2003, p. 119-160.

sont marqués par la figure de son frère, Joseph Wauters. Du fait du décès inopiné de ce dernier, on peut dire qu'Arthur Wauters entre en politique malgré lui. Le plus paradoxal est sans doute que cet homme de presse, directeur du *Peuple*, finisse par devenir ministre de l'Informa-

tion en 1939-1940, c'est-à-dire en clair qu'il a en charge les questions de censure. De toute évidence, cet 'enrôlement' politique lui pèse. Il n'exercera d'ailleurs plus de responsabilité en ce domaine après 1940, préférant après-guerre une carrière plus internationale.

*Chantal Kesteloot*

## **Statut du CEGES**

### **Du neuf dans les prochains mois**

Une modification capitale est en cours dont les détails restent à fixer.

La loi-programme publiée au *Moniteur* du 31 décembre 2002 prévoit dans son article 419 que "Le Roi transfère le Centre d'Études et de Documentation 'Guerre et Sociétés contemporaines', dénommé ci-après 'CEGES', sous son intitulé, comme département spécialisé de l'établissement scientifique de l'État 'Archives générales du Royaume - Archives de l'État dans les Provinces'. Le Roi règle le transfert à l'établissement des biens, collections, droits et obligations du CEGES ainsi que les membres de son personnel".

# *Les historiens sont-ils de bons guérisseurs ?*

*Journée d'étude et de réflexion sur la Seconde Guerre mondiale et son héritage dans la pratique de l'enseignement secondaire*  
22 mars 2003

Les agrégations d'histoire des universités belges, la cellule "Démocratie ou Barbarie", les associations de professeurs d'histoire francophones et néerlandophones et le CEGES se sont unis pour organiser une journée à l'attention des enseignants du secondaire. L'objectif était de confronter les visions des uns et des autres et de voir comment l'histoire de la Seconde Guerre mondiale est abordée dans le secondaire. Servait de base à ces réflexions le volume *Collaboration, répression. Un passé qui résiste*, paru en 2002 aux éditions Labor et en traduction néerlandaise chez Academia press début 2003. Les participants disposaient donc d'un matériau de réflexion commun offert à l'ensemble des participants. La journée s'est organisée en deux temps. En matinée, elle s'est tenue sous la forme d'une séance plénière. **Dirk Luyten** a brossé le tableau global de la politique de répression, rappelant les chiffres mais aussi le fonctionnement de la justice militaire et les modalités de l'épuration. **Chantal Kesteloot** a développé l'évolution de la perception de l'autre à travers l'histoire des représentations des deux guerres mondiales. **Luc Huyse** a, quant à lui, analysé la problématique de l'héritage des conflits à travers une approche internationale comparée. Les différents orateurs ont ensuite répondu aux questions et remarques de l'assistance.

L'après-midi était organisée en ateliers dont l'objectif était à la fois de rendre compte d'initiatives pédagogiques en cours ou passées mais aussi de permettre à des étudiants de l'agrégation de présenter le résultat de leurs travaux. Six ateliers ont eu lieu. Deux étaient consacrés au Musée de Breendonk : le premier offrait à des étudiants d'agrégation de la KUL la possibilité de présenter leurs travaux, le second donnait l'occasion de présenter des visites d'élèves en ce même lieu. Par ailleurs, **Patrick Nefors** a quelque peu levé le coin du voile des changements attendus à Breendonk. Deux étudiants de l'ULB ont imaginé l'intégration dans le musée-valise relatif à la guerre de 1940 d'un tiroir supplémentaire consacré à la répression. **Yolande Mukagasana** a traité de la situation au Rwanda, montrant par là l'universalité des traumatismes de guerre. **Henri Van Noppen** s'est attaché aux pratiques d'histoire orale qu'il met en œuvre avec ces élèves. Enfin, un module de dialogue sur internet entre élèves francophones et néerlandophones a été présenté. La séance de dialogue initialement prévue entre enseignants francophones et néerlandophones sera organisée dans un second temps.

Au bilan, une séance qui montre la persistance de l'intérêt des milieux de l'enseignement pour l'histoire de la Seconde Guerre mondiale.

*Chantal Kesteloot*

# Une guerre totale ? La Belgique et la Première Guerre mondiale

*Nouvelles tendances de la recherche historique*

Le CEGES, en collaboration avec la section d'histoire de l'ULB et la Cinémathèque royale de Belgique, avait organisé du 15 au 17 janvier 2003 un colloque international sur l'histoire de la Belgique pendant la Première Guerre mondiale. La participation du CEGES à ce colloque s'inscrit parfaitement dans l'élargissement de son champ de travail depuis le changement de nom intervenu en 1997. Ce colloque contribuera à atténuer la plainte souvent entendue que la Grande Guerre est l'enfant pauvre de la recherche historique en Belgique. Un auditoire bien fourni a témoigné du contraire. De plus, les organisateurs avaient été submergés de dizaines de propositions suite à l'appel à communications, de telle sorte qu'un programme copieux avait été élaboré. Il faut aussi souligner l'intérêt manifesté par de nombreux historiens étrangers pour cette période de l'histoire belge. Finalement, une quarantaine de contributions furent choisies. Pour permettre la discussion, les différents papiers furent groupés par thème et commentés d'excellente manière par des rapporteurs. Les sessions furent regroupées sous trois grands thèmes: "Une société 'sous la botte' ?", "*Gallant Little Belgium*: la Belgique en guerre dans le monde, 1914-1948" et "L'après-guerre: mémoire et contentieux".

Le bilan du colloque est donc sans conteste positif. Néanmoins quelques

critiques peuvent être formulées.

La grande quantité de travaux laisse paradoxalement un sentiment d'insatisfaction. Les arbres cachent parfois la forêt. Le caractère quelque peu disparate du colloque est peut-être révélateur de certains problèmes inhérents à la recherche sur la Première Guerre mondiale en Belgique. Sans doute, l'intérêt grandissant pour 14-18 a-t-il permis un développement tant qualificatif que quantitatif de la recherche, mais celle-ci semble s'orienter dans toutes les directions. Un débat historiographique sur les priorités de la recherche pour les cinq à dix années à venir semble inévitable. L'absence de ce débat est peut-être liée à la quasi-absence de communication entre les différents centres de recherches. De là sans doute, par exemple, la lecture anachronique, car basée sur des considérations d'ordre communautaire, du passé de guerre belge. Dans cette discussion des priorités, une place importante doit être réservée à la réflexion sur les concepts. Comme José Gotovitch l'a très justement relevé, la notion de 'culture de guerre' devient problématique. Ce concept a certes eu ses mérites en stimulant la recherche. Mais il est devenu de plus en plus flou jusqu'à paraître inutilisable. De nouveaux questionnements seraient souhaitables.

*Benoît Majerus & Antoon Vrints*

## *Le CEGES en lien avec un centre de recherche de l'Université de Lille 3*

Les contacts (re)noués avec l'Université de Lille 3 et en particulier avec son Centre de Recherche sur l'Histoire de l'Europe du Nord-Ouest (CRHEN-O) à l'occasion de la journée d'études organisée à Bondues le 20 octobre 2001<sup>1</sup> ont été poursuivis en 2002. Ainsi, le 16 mai, une délégation de notre Centre, composée de José Gotovitch, Chantal Kesteloot et Fabrice Maerten, s'est rendue à Ville-neuve d'Ascq, à l'invitation de la section d'histoire contemporaine du CRHEN-O. Le but de la réunion était de jeter les bases d'une coopération fructueuse entre les deux institutions. L'équipe nordiste fit ainsi part de son désir d'associer activement le Centre à ses séminaires de recherche et à ses colloques.

Après un large échange d'idées, il fut convenu que le programme des séminaires du CRHEN-O – Histoire contemporaine pour l'année 2002-2003 porterait sur les années 50. Les représentants du CEGES s'engagèrent à rechercher des intervenants belges afin de promouvoir une analyse comparative. Reconnaissons cependant que, de ce côté-ci de la frontière, les résultats ne furent pas à la

hauteur des espérances puisque, malgré de multiples appels, seule Chantal Kesteloot répondit favorablement à la demande. Son exposé, intitulé "L'indépendance du Congo. Les illusions de la Belgique", se fit dans le cadre du séminaire du 11 décembre 2002 consacré aux guerres coloniales.

Une deuxième décision prise le 16 mai 2002 fut de poursuivre l'approche comparative de l'histoire de la Résistance entamée à Bondues en octobre 2001. En particulier, on s'accorda sur le principe d'une journée d'études portant cette fois sur les services publics et la Résistance. Le projet, lancé officiellement en décembre 2002 par le CRHEN-O en collaboration avec le Musée de la Résistance de Bondues, prévoit la tenue du colloque pour le samedi 31 janvier 2004. Quatre chercheurs belges ont déjà répondu favorablement à l'appel.

Il ne reste plus qu'à espérer que d'autres initiatives du même type (pourquoi pas cette fois à Bruxelles ?) aideront à resserrer les liens entre deux contrées au passé si proche.

*Fabrice Maerten*

<sup>1</sup> Voir *Bulletin du CEGES*, n° 37, printemps 2002, p. 50.



# *A propos d'un colloque sur la Résistance au Luxembourg*

À la fin du mois d'avril 2002 s'est tenu à Esch-sur-Alzette, sous les auspices des Archives nationales de Luxembourg, un colloque international s'intéressant plus particulièrement aux impacts politiques du phénomène 'Résistance' sur les sociétés civiles du Grand-Duché, de Belgique et de France. Notre Centre y avait été invité et y avait délégué comme intervenants directs, outre son directeur, deux de ses chercheurs. Deux historiens de l'Université de Liège (Francis Balace, Catherine Lanneau) complétaient la délégation belge alors que la France était représentée par une brochette fournie de spécialistes de la Résistance outre-Quévrain.

Les Actes de ce colloque viennent d'être publiés <sup>1</sup>, ce qui, moins d'une année après la tenue de cette manifestation, est déjà en soi une belle performance, et les résultats sont somme toute fort honorables. Certes, si la plupart des contributions n'apportent pas de révélations bouleversantes en termes d'historiographie, plusieurs d'entre elles ont le mérite d'esquisser une relecture non seulement du substrat idéologique de la Résistance luxembourgeoise mais aussi du *modus operandi* de la Résistance française dans les différents cadres humains (ville/campagne). Au

regard du lecteur belge peu familier avec la problématique grand-ducale, le principal mérite de ces Actes aura sans nul doute été d'avoir mis en lumière – ou d'avoir rappelé – quantité d'aspects peu connus de l'histoire du XXe siècle de ce pays à la fois si proche et si lointain.

Parmi les nombreuses contributions de nos hôtes luxembourgeois, il convient d'attirer particulièrement l'attention sur le travail de Marc Limpach et Marc Kayser relatif au mouvement antifasciste *Alweraje* <sup>2</sup>. Grâce à la forte personnalité de son principal animateur, il ne s'agissait pas d'une organisation procédant d'un réflexe de type national-identitaire articulé sur les forces traditionalistes de la société (les notables, l'Eglise...). Vu le contexte ambiant, cette initiative présentait un caractère un peu atypique car, ainsi qu'a pu l'exposer Paul Dostert <sup>3</sup>, la Résistance 'de droite', voire d'extrême droite', n'était pas spécialement sous-représentée dans la gamme des réactions enregistrées sur les bords de la Sûre et de la Moselle face à l'annexionnisme nazi. D'où l'utilité d'une présentation de la 'donne' politique luxembourgeoise à la

<sup>1</sup> *Les courants politiques et la Résistance: Continuités ou ruptures ?*, Luxembourg, Archives nationales, 2003, 581 p.

<sup>2</sup> M. LIMPACH & M. KAYSER, *Fallstudie über Ursprung und Beweggründe antifaschistischen Widerstands*, p. 406-436.

<sup>3</sup> P. DOSTERT, "Vive Letzebuerg – Vive Charlotte". *La Résistance patriotique contre l'occupant allemand*, p. 365-383.

veille de la guerre. Elle a été réalisée de manière fort classique dans les articles de Lucien Blau <sup>4</sup>, Ben Fayot <sup>5</sup> et André Grosbusch <sup>6</sup>. Ceux-ci se penchent ainsi sur les forces idéologico-sociales essentielles, forces toujours présentes sur le terrain en 40-44. On regrettera peut-être que dans sa synthèse, Lucien Blau n'ait guère dépassé le niveau d'analyse de sa thèse de doctorat, qui s'attachait déjà à l'extrême droite locale.

Toutefois, les concepteurs du colloque ont eu l'idée d'accorder une place au concept d'identité nationale dans le cadre grand-ducal, afin de déterminer ses implications éventuelles dans le conflit: Jacques Maas s'est ainsi employé à en préciser les contours au fil d'une vingtaine de pages <sup>7</sup>. Le sujet ne manquera pas d'intéresser les spécialistes des représentations collectives mais il aurait sans doute mérité de plus amples développements ou un recentrage sur l'immédiat avant-guerre.

Du côté belge et, plus spécifiquement, du côté des intervenants du CEGES, on retiendra surtout les interventions de Fabrice Maerten <sup>8</sup> et de José Gotovitch <sup>9</sup>. Le premier a réussi à présenter en une

synthèse nuancée les courants idéologiques sous-tendant la Résistance dans notre pays, avec un rappel utile du poids spécifique des familles politiques dans l'avant-guerre. Il ressort clairement de cette analyse la faiblesse relative de la nébuleuse résistante – faiblesse plus accentuée en Flandre – et son incapacité à empêcher le retour des 'vieilles' forces politiques après la Libération. Au fond, les structures sociétales catholiques mais aussi socialistes (mutuelles, coopératives), après avoir courbé la tête sous l'orage pendant l'Occupation, seront toujours à peu près intactes en septembre 1944, et prêtes à reprendre du service pour gérer à nouveau la maison Belgique.

José Gotovitch, en examinant la part qui a été réservée socialement et symboliquement à la Résistance dans l'après-guerre, rejoint assez bien les conclusions de Fabrice Maerten. Il montre la très faible assiette sociologique de la Résistance, sa prompte incapacité à se constituer un espace politique autonome et la faiblesse du relais communiste à ce niveau, le PCB étant marginalisé en un couple d'années. D'une certaine manière, on assista alors avec la Résistance belge

<sup>4</sup> L. BLAU, *Idéologie et discours politique de la Droite et de l'Extrême Droite au Luxembourg au cours des années 30 et 40*, p. 37-63.

<sup>5</sup> B. FAYOT, *Les socialistes luxembourgeois face au fascisme, au national-socialisme et à l'extrême droite dans les années 20 et 30: construction d'une nouvelle identité*, p. 114-137.

<sup>6</sup> A. GROSBUSCH, *L'Eglise catholique face aux défis de la politique nationale et internationale des années 30 et son apport à la Résistance sous l'Occupation*, p. 64-113.

<sup>7</sup> J. MAAS, *L'identité nationale luxembourgeoise: Enjeux idéologiques et politiques dans la société de la première moitié du XXe siècle*, p. 16-36.

<sup>8</sup> F. MAERTEN, *Les courants idéologiques et la Résistance belge. Une adhésion limitée*, p. 302-335.

<sup>9</sup> J. GOTOVITCH, *La Résistance après-guerre en Belgique: héritage glorieux ou fardeau encombrant*, p. 504-519.

à la reproduction du phénomène décrit par Catherine Lanneau, de l'Université de Liège, à propos des tentatives du Front populaire belge en 1935-1936: des velléités d'imiter l'exemple français, mais qui tournent vite court, faute de relais <sup>10</sup>. Pour la Résistance, restèrent les honneurs, que les officiels de Wallonie et de Bruxelles ne leur marchandèrent pas, sur le plan du Verbe, à tout le moins, alors qu'en terre flamande la musique était quelque peu différente. Et le directeur du CEGES de conclure que la Résistance ne fut jamais qu'un fardeau "glorieux et encombrant", subordonné aux politiques, ses tenants étant jugés collectivement peu aptes à exercer les responsabilités du temps de paix.

La Droite francophone, il est vrai, avait su recueillir une part de cet héritage en le rattachant au patriotisme belge le plus

traditionnel, issu directement de la Grande Guerre, et en parvenant à gommer peu à peu, dans ses diverses composantes, au cours de la seconde partie de l'Occupation, ses nostalgies autoritaires. On trouvera la narration détaillée de ces évolutions dans la recherche de Francis Balace <sup>11</sup>, qui complète ainsi ses travaux précédents sur la résistance droitière <sup>12</sup>.

S'il faut résumer le colloque d'Esch-sur-Alzette, on peut dire qu'il s'agit d'une initiative incontestablement positive par la qualité générale des contributions présentées, mais qui pêche peut-être par la facture très classique de plusieurs d'entre elles. Il reste à espérer que cette initiative sera poursuivie, l'élaboration d'une histoire comparée entre nos trois pays ne pouvant qu'être fructueuse pour ces périodes.

*Alain Colignon*

<sup>10</sup> C. LANNEAU, *Un "Front populaire" en Belgique. L'inexportable exemple français*, pp. 187-213.

<sup>11</sup> F. BALACE, *Le thème autoritaire dans la Résistance belge: de l'"Ordre national" au "Retour à la Démocratie"*, pp. 335-364.

<sup>12</sup> Notamment "Psychologie de l'officier belge face à la défaite. Juin 1940-automne 1941", in *Actes du Colloque d'Histoire militaire belge 1980*, Bruxelles, MRA, 1981, p. 339-361.

# *Histoire de la coopération européenne dans l'armement: les expériences de coopération vues à travers certains programmes d'armement depuis 1950*

*Colloque à l'École militaire (Paris), 27-28 février 2003*

Depuis une vingtaine d'années, les historiens abordent en de nombreux ouvrages les diverses problématiques liées à la guerre froide et à la construction européenne. L'étude des questions de sécurité et de défense constitue un pan important de cette historiographie. Jusqu'à ce jour, cependant, on a peu travaillé sur les coopérations dans l'armement nées de ce double contexte. À ma connaissance, ce colloque est une première.

Dans le grand amphithéâtre de l'École militaire à Paris, plusieurs centaines de participants ont été réunis parmi lesquels 17 orateurs: historiens, économistes, politistes, juristes et experts en stratégie venus pour l'essentiel de France, du Royaume-Uni et d'Allemagne ainsi que des représentants du secteur français de l'armement et témoins des faits étudiés. Ceux-ci sont ingénieurs de formation et officiers supérieurs ou généraux de l'armée française pour la plupart. La confrontation entre universitaires et praticiens fut des plus fructueuses par la richesse en suggestions, remarques, ajustements voire en contestations qu'elle a produit.

Les ingénieurs, en effet, sont apparus comme des acteurs fondamentaux de cette histoire. Un précédent colloque organisé par le département d'histoire de l'armement leur a déjà été consacré en mai 1999 en ce qui concerne la France: "Les ingé-

nieurs militaires et l'émergence d'une nouvelle industrie française de l'armement, 1945-1960". Après tout, c'est de technologie avancée et d'industrie qu'il est question ! Par contre, les politiques et les diplomates étaient absents des débats.

Alternant universitaires et témoins, les interventions portèrent, comme le sous-titre du colloque l'indique, sur des études de cas. Celles-ci furent réparties en trois thèmes. La coopération en Europe occupa la journée initiale, alors que le lendemain, on traita de l'OTAN et l'Europe, et enfin des contraintes et des évolutions. Ce dernier volet relevait davantage de la prospective que les précédents.

Sous le vocable de "coopérations", les participants ont constaté une grande variété d'expériences. Elles diffèrent selon les initiateurs (institutions, États, industriels...), les contenus (projet de pool, construction commune de matériel, transferts de technologies...), les méthodes (collaboration d'entreprises, *joint-ventures*, programmes régis par une institution, importations de licences...) ou le degré de pérennité (fin ou poursuite de la coopération après réalisation, fusion...).

Elles se distinguent encore par leur aboutissement: échec ou réussite ? Encore faut-il définir ce qu'on entend par là: la

construction d'un 'bon' avion, un succès commercial, un projet durable... ou le résultat favorable d'une comparaison avec des projets similaires, entre les objectifs poursuivis et les réalisations qui s'en suivent, ou encore le produit d'une analyse coûts/bénéfices.

Les participants ont été nombreux à livrer quelques réflexions sur les raisons de ces différences de fortune. Une politique européenne de coopération dans le domaine des armements doit affronter de nombreux dangers: politiques (attachement à la souveraineté, changements de cap liés à des élections, renversement d'alliances parlementaires...), scientifiques (répartition inéquitable ou jugée telle des bénéfices techniques, nombre trop grand de spécifications techniques...), industriels (recherche du prestige, contraintes de production, cultures nationales de compétition ou de centralisation...), administratifs (lenteur des machines institutionnelles, manque de souplesse, risque d'ingérences des groupes de pression...) et humains (sentiments de supériorité, défiances...).

*A contrario*, d'autres ont suggéré quelques facteurs de succès: un climat politique favorable, des besoins militaires comparables entre les partenaires, des conceptions voisines en matière d'utilisation et de construction, des convergences industrielles, un interface avec les produits nationaux, des capacités financières, la résistance à la concurrence... On a, en outre, souligné l'impact favorable sur les résultats d'une bonne entente personnelle entre les acteurs du projet et l'intérêt d'une unicité la plus grande possible de la maîtrise d'œuvre et de la production. L'engagement des industriels, enfin, sem-

ble souvent proportionnel au caractère vital d'un programme pour leur entreprise.

Mais ce colloque portait sur la coopération "européenne". Que signifie cet adjectif dans le domaine des armements ? Dès la première partie de la conférence, les Etats-Unis et l'OTAN s'avèrent omniprésents pour des raisons historiques faciles à déceler. L'Union occidentale, pourtant présentée comme l'un de ces lieux où "quelque chose" s'était passé, fut à peine évoquée tandis que la CED et l'Euratom ne furent même pas citées. Une question demeure donc sans réponse: quel fut l'impact de la construction européenne sur ces programmes et quels furent les effets des seconds sur la première ?

Les États-Unis exceptés, trois pays d'Europe occidentale semblent se distinguer des autres par leur capacité d'initiative et de réalisation en matière d'armement: la France, l'Angleterre et l'Allemagne, l'Italie jouant les *outsiders*. Ceci reflète-t-il simplement la puissance scientifique et industrielle de ces pays ? Faut-il y voir la traduction de volontés politiques ? On pensera, bien sûr, à l'axe franco-allemand, très représenté dans ce colloque. Qu'en est-il des effets de la géographie sur cette coopération ? Quelle place y occupent le Bénélux, les pays scandinaves... ? Faut-il, enfin, intégrer l'Europe de l'Est dans une recherche portant sur l'histoire de la coopération européenne dans le domaine de l'armement ? Cela, également, dépend de la définition donnée au mot "Europe".

Première dans son genre, cette conférence a donc mis à jour quelques exemples de coopération et renforcé l'intérêt pour les ingénieurs, corps et décideurs influents dans une époque où leur savoir-faire est

déterminant. Elle a proposé des tentatives de réponses à quelques questions et en a posé de nouvelles. Elle a surtout démontré à quel point les questions d'armement reflètent de nombreux enjeux symboli-

ques, politiques, militaires, économiques (y compris technologiques), sociaux... et n'ont vraiment rien d'anecdotique dans une Europe en construction. On en attend les actes avec intérêt.

*Pascal Deloge*

### **Les archives du *Militärbefehlshaber in Belgien und Nordfrankreich* enfin accessibles à la recherche**

Le 22 avril dernier, avait lieu aux Archives nationales à Paris la présentation de deux gros inventaires qui faciliteront grandement l'étude de la politique d'occupation allemande en Belgique.

Il s'agit de "La France et la Belgique sous l'occupation allemande, 1940-1944. Les fonds allemands conservés au Centre historique des Archives nationales. Inventaire de la sous-série AJ40" (Paris, CHAN, 2002, 664 p.) et de son pendant "*Frankreich und Belgien unter deutscher Besatzung, 1940-1944. Die Bestände des Bundesarchiv-Militärarchivs Freiburg*" (Stuttgart, Thorbecke, 2002, 761 p.).

Ces inventaires se rapportent aux fonds d'archives des administrations militaires allemandes d'occupation à Bruxelles et à Paris, sauvés et confisqués après 1945. Ces fonds conservés aux Archives nationales et à la *Militärarchiv* étaient d'ailleurs depuis longtemps consultables sur place.

Rappelons ici que la plus grande partie du fonds *Militärbefehlshaber in Belgien* se trouve à Paris; cette anomalie persistant (un fonds formé par des instances allemandes à Bruxelles n'a pas sa place à Paris), les chercheurs belges devront donc continuer à prendre le Thalys...

*Dirk Martin*

# *Regards croisés sur l'histoire du scoutisme et du guidisme, Belgique – France*

**T**el est le titre d'une journée d'études tenue à l'UCL le 25 octobre 2002. Fruit d'une collaboration entre les Archives du Monde catholique (ARCA) de Louvain-la-Neuve, et l'Association 1907-Réseau interdisciplinaire de recherches sur le scoutisme et les mouvements de jeunesse, de Paris, le colloque tenait à dépasser les frontières nationales pour dégager un certain nombre de similitudes et d'interactions entre les scoutismes français et belge. Preuve de l'intérêt suscité par la problématique, c'est une salle pratiquement comble – au moins 120 personnes issues du monde universitaire et/ou des structures scouts – qui suivit les débats pendant la majeure partie de la journée.

La matinée fut consacrée aux aspects plus spécifiquement idéologiques et institutionnels de la question. Dans un exposé bien documenté, le Français **Jean-Jacques Gauthé** s'attacha surtout à souligner combien la campagne menée contre le scoutisme par les milieux catholiques intégristes et anti-maçonniques en Belgique et en France avant la Première Guerre mondiale s'appuya sur un étonnant jeu de miroir. La 'dénonciation' partie de Belgique fut en effet utilisée pour soutenir les premières attaques lancées en France, avant que ces dernières ne soient brandies comme argument par les intégristes belges. Après la Grande Guerre, les contacts entre la Belgique et la France

servirent cette fois les intérêts du scoutisme, puisque c'est à Mouscron que naquit ce qui allait devenir les Scouts de France.

**Renaud Decock** pour la Belgique et **Clément Millon** pour la France poursuivirent cette approche croisée en analysant l'attitude des scouts belges et français dans les camps de prisonniers de guerre en Allemagne pendant la Seconde Guerre mondiale. Si l'analyse de Clément Millon révéla une bonne connaissance du sujet – on regrettera cependant qu'il n'ait pas abordé la question importante de l'état d'esprit face à Vichy – force est par contre de reconnaître que l'intervention de Renaud Decock ne constituait qu'une ébauche d'une histoire des scouts belges dans les camps encore largement à écrire.

Nettement plus novateur fut l'exposé de **Geneviève Iweins d'Eeckhoutte** et de **Sophie Wittemans** sur le rôle joué par Mère Hélène de Saint-Genest et sa congrégation, celle du Cénacle, dans le développement du guidisme catholique en Belgique au cours de l'entre-deux-guerres. Même si l'action de Mère Hélène de Saint-Genest doit sans doute encore être replacée dans un cadre plus large, les deux auteurs ont bien mis en relief l'importance des personnalités dans une histoire qui, souvent, fait la part belle aux phénomènes collectifs. Enfin, l'historienne française **Marie-Thérèse**

**Cheroutre** a plutôt produit un témoignage sur la façon dont les guides catholiques étaient parvenues dans les années 60 à se présenter unies au sein de l'Association mondiale des Guides et Éclaireuses et à y défendre une certaine conception catholique du guidisme.

Quittant la sphère des institutions et des réseaux de sociabilité, l'après-midi se concentra plus particulièrement sur les aspects culturels du scoutisme. Après un exposé de **Jean Pirotte** sur l'art scout (voir son article paru dans nos *Cahiers d'Histoire du Temps présent*, n° 8, 2001) et une intervention de **Nicolas Palluau** sur le développement du naturalisme dans l'illustration scout en France et en Belgique à travers le cas du dessinateur Jean Droit, **Thierry Scaillet** s'est essayé à décoder l'uniforme scout comme instrument d'identification, d'émulation et de ritualisation dans le contexte idéologique particulier de l'entre-deux-guerres. Enfin, **Laurent Deom** a tenté, en analysant le roman scout, de décrypter les valeurs véhiculées

non pas tant en termes idéologiques qu'anthropologiques. La journée s'est clôturée par la présentation des Archives nationales du Scoutisme (Leuven) et du Centre historique belge du Scoutisme (Bruxelles).

Dans l'ensemble, cette journée aura été riche d'enseignements. Elle aura en effet permis de mieux cerner ce qu'on peut véritablement appeler la culture scout. Les contributions auront par ailleurs montré combien forts sont les liens entre les mondes scouts belge et français. Encore convient-il de souligner les limites de l'entreprise ébauchée. D'abord, les traits développés se rapportent surtout à la sphère catholique; ensuite, la Belgique évoquée est uniquement francophone; en outre, l'analyse s'est surtout focalisée sur l'entre-deux-guerres. Enfin, on regrettera que les différents intervenants n'aient pas pris plus en considération le contexte socio-politique qui a entouré et pour beaucoup conditionné le développement du scoutisme dans nos pays. Comme quoi, le chantier reste largement ouvert !

*Fabrice Maerten*



## “*Local government during World War II. Collaboration, adjustment and resistance in municipal administration under German national socialist occupation*”

Les vendredi 15 et samedi 16 novembre 2002, la salle Lessius de l’Université d’Anvers accueillait un congrès européen intitulé “*Local government during World War II. Collaboration, adjustment and resistance in municipal administration under German national socialist occupation*”. Le congrès était organisé par le professeur **Herman van Goethem** (UA), président du congrès, le professeur **Bruno De Wever** (RUG), le professeur **Peter Romijn** (NIOD, Université d’Amsterdam) et **Nico Wouters** (RUG). Le congrès peut être considéré comme le prolongement d’un colloque de moindre envergure sur le même thème de l’administration locale, organisé en 1997 dans les locaux de l’Université de Gand. Le congrès d’Anvers fut, tant au niveau du contenu thématique que du nombre d’orateurs présents, d’une tout autre ampleur.

En deux jours, les 15 orateurs devaient présenter un exposé traitant de presque autant de pays européens tout en laissant suffisamment de place à la discussion. La problématique centrale de départ était spécifique mais en même temps aussi, très vaste. Les orateurs étaient en effet appelés à fournir, à partir du cas étudié, une analyse qualitative du comportement des fonctionnaires locaux indigènes face à l’occupation allemande pendant la Seconde Guerre mondiale.

Cette analyse devait de préférence être orientée vers des thèmes qui relevaient du domaine du maintien de l’ordre. Le congrès avait été conçu comme une réunion de type atelier de travail fermé, où des spécialistes auraient l’opportunité de débattre entre eux sur ce thème spécifique de manière relativement étendue.

La répartition des communications entre les deux jours du congrès se fit sur base d’un critère géographique: le vendredi fut globalement consacré aux cas de l’Europe du Nord et de l’Ouest, tandis que le samedi était réservé à ceux de l’Europe de l’Est et du Sud. L’objectif du congrès était d’esquisser une comparaison entre les différents cas internationaux, but qui devait naturellement tenir compte des limites imposées par le congrès: la plupart des orateurs se rencontraient pour la première fois; il était parfaitement impossible d’être familiarisé avec tant de cas variés; enfin, on ne disposait que de deux petits jours.

Les sessions du vendredi se déroulèrent sous la conduite de Bruno De Wever. La formule consistant à donner un temps suffisant aux spécialistes pour formuler leurs observations au cours de présentations ponctuelles, semble avoir très bien fonctionné ce premier jour. Peter Romijn

(Pays-Bas), **Baard Borge** (Norvège) et **Robert Gildea** (France), entre autres, livrèrent des exposés s'appuyant avant tout sur des analyses claires. Une discussion intéressante se développa entre **Anthony McElligott** (qui traitait de l'administration locale en Allemagne) et **Baard Borge**, sur les conséquences concrètes des réformes communales menées en Norvège en 1941 suivant le modèle du *Deutsche Gemeindeordnung* (1935). Il apparut de manière tout à fait évidente que l'étrange cas norvégien et le rôle du *Nasjonal Samling* de Quisling offrent de nombreux points de comparaison avec les Pays-Bas et la Belgique.

Les exposés et débats du vendredi furent particulièrement intéressants et stimulants; le seul inconvénient est qu'on resta toujours en 'petit comité' ouest-européen. Les représentants de l'Europe de l'Est restèrent ce jour-là étonnamment silencieux. D'une brève intervention de **Drago Roksandic** (Croatie), il apparut déjà que les Européens de l'Est étaient surpris d'entendre nos discussions enthousiastes sur les cadres légaux, la légalité et les délimitations subtiles de la "collaboration administrative". La thèse de Baard Borge selon laquelle les finances communales en Norvège étaient bien meilleures après quatre ans d'administration locale nationale-socialiste qu'en 1940, doit être apparue pour beaucoup d'entre eux comme totalement étrangère à leur univers familier. Evidemment, nous savions que le samedi, nous serions confrontés à de tout autres récits, mais ce fut tout de même un des plus grands défis du congrès de comparer et d'analyser, avec les mêmes instruments d'analyse, les événements de l'occupation en Europe

occidentale et orientale, événements considérés trop facilement comme 'incompréhensibles'.

Les sessions du deuxième jour furent présidées par Peter Romijn et Herman van Goethem. Il va de soi que les différences apparurent de manière flagrante ce jour-là, mais ces divergences avaient davantage trait à des traditions de recherches différentes qu'aux réalités historiquement objectives de l'occupation. Un peu trop souvent, certains orateurs retombaient dans une énumération chronologique de grandes quantités de chiffres, événements et données, ce qui, dans le contexte d'une présentation orale, ne permettait pas toujours facilement au public de maintenir son attention sur l'essentiel. Une telle attitude résultait peut-être aussi du réflexe de certains collègues d'Europe de l'Est de vouloir montrer, en y mettant trop clairement l'accent (par exemple via des données chiffrées relatives aux victimes), l'ampleur du traumatisme de l'occupation en Europe de l'Est. Peut-être le meilleur exposé eut-il déjà lieu tôt le matin, lorsque **Bernhard Chiari** fournit un commentaire très analytique (et à mon goût même trop sommaire) du cas de la Russie blanche. Les présentations de **Ana Lalaj** (Albanie), **Frank Golczewski** (Ukraine) et **Bozo Repe** (Slovénie) furent également intéressantes et parfois étonnantes. La présentation de Drago Roksandic (Croatie) était aussi potentiellement très intéressante, mais l'exposé passa quelque peu à côté de son objectif en raison d'un manque de structure et d'un afflux d'informations qui en soi n'avaient rien à voir avec la problématique.

A l'hôte et président du congrès Herman Van Goethem revint finalement la tâche ingrate, en début de soirée du samedi, de remettre les choses en ordre en tirant les conclusions finales. Il fournit un bref aperçu des deux jours du congrès et proposa une ébauche de regroupement des différents cas sur base des caractéristiques essentielles mises en avant lors des présentations. De son aperçu final, nous retiendrons en effet les grandes différences internes entre les différents cas de l'Europe de l'Est et la possibilité d'aboutir à une comparaison internationale sur base d'un questionnement et d'une méthode scientifiques.

Outre des objectifs scientifiques, un tel congrès international a naturellement

aussi une fonction sociale. Dans notre cadre de travail marqué par la solitude, il est en effet très intéressant d'apprendre à connaître personnellement des collègues occupés à des recherches du même type dans d'autres pays. Sur les deux fronts – scientifique et social –, le congrès fut considéré par tous comme un succès. Dès le début, les débats se déroulèrent de manière très informelle et d'après moi, le congrès réussit bien, à l'intérieur des limites importantes imposées par les deux petits jours, à établir un début de comparaison internationale, conformément au but préétabli.

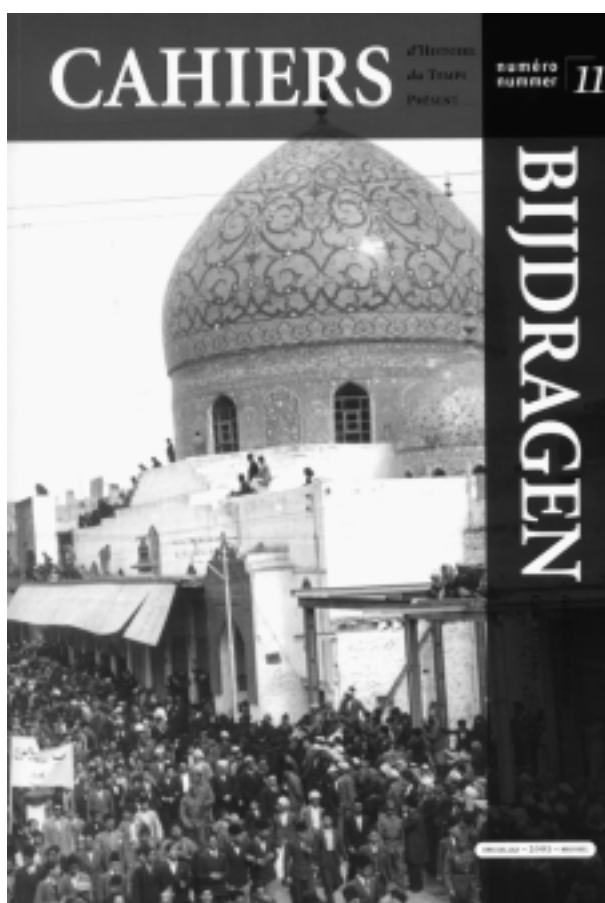
Les actes du congrès seront publiés le plus rapidement possible.

*Nico Wouters*

***Cahiers d'Histoire du Temps présent*, n° 11, Bruxelles, CEGES, 2003, 263 p.**

Les contributions présentées dans ce numéro offrent une grande variété de thèmes nouveaux liés à l'historiographie belge. Quatre articles, réunis dans le dossier Politique culturelle allemande, éclairent tant des aspects généraux que spécifiques de la politique menée par la puissance d'occupation allemande pendant les deux guerres dans différents domaines de la culture en Belgique. Sont également abordées dans ce dossier les conséquences à long terme de cette politique culturelle allemande sur l'histoire de la Belgique au vingtième siècle.

Outre ce dossier, le numéro comporte aussi deux articles traitant respectivement de la colonie belge en Egypte pendant la Seconde Guerre mondiale et de la jeunesse ouvrière chrétienne. Le Caire, ville la plus peuplée du Moyen-Orient, est, pendant la Seconde Guerre mondiale, le théâtre de l'activité d'une petite mais influente communauté belge. Cette dernière fournit le cadre d'un article passionnant et au contenu entièrement neuf, qui révèle des intérêts économiques et



diplomatiques considérables. L'article relatif à la jeunesse ouvrière chrétienne francophone se concentre surtout sur la surprenante évolution que connut le mouvement de la fin des années 60 aux premières années de la décennie suivante, lorsque s'exprima une critique radicale et progressiste de la société marquée notamment par un engouement pour des figures révolutionnaires.

La rubrique 'Chronique' aborde largement la problématique de la décolonisation du Congo. On y retrouve en effet un commentaire approfondi du fameux livre de Peter Verlinden *Weg uit Congo*, une réflexion nuancée sur les activités de la commission

d'enquête parlementaire relative à l'assassinat de Patrice Lumumba, et un texte posthume du grand historien Jean Stengers sur la reconnaissance, par la Belgique, de la sécession katangaise.

Comme dans les numéros précédents, les *Cahiers d'Histoire du Temps présent* constituent un forum où des historiens réputés émettent des avis nuancés sur des publications marquantes relatives à l'histoire contemporaine de la Belgique. Ainsi, cette fois, le grand spécialiste du mouvement flamand, Lode Wils, commente le dernier ouvrage de Jean Stengers (avec Eliane Gubin), *Le grand siècle de la nationalité belge*.

Table des matières:

### **Dossier Politique culturelle allemande**

- Willem ERAUW, *De relatie tussen cultuur en politiek tegen de achtergrond van de Duitse natievorming: een inleiding*.
- Ulrich TIEDAU, *De Duitse cultuurpolitiek in België tijdens de Eerste Wereldoorlog*.
- Marnix BEYEN, *Wetenschap, politiek, nationaal-socialisme. De cultuurpolitiek van het Duits militair bezettingsbestuur in België, 1940-1944*.
- Björn RZOSKA & Barbara HENKENS, *Volkskunde en Groot-Germaanse cultuurpolitiek in Vlaanderen, 1934-1944*.
- Paul WYNANTS, *De l'Action catholique spécialisée à l'utopie politique. Le changement de cap de la JOC francophone (1969-1974)*.
- Thomas PIERRET, *Les Belges d'Égypte pendant la Seconde Guerre mondiale. Une communauté isolée face aux "deux politiques belges de 1940"*.

### **Chronique**

- Congo
  - Rudi VAN DOORSLAER, *De ondergang van de kolonialen. Over Peter Verlindens Weg uit Congo, de sociale herinnering van de kolonialen en de wetenschappelijke geschiedschrijving*.
  - Jean STENGERS †, *La reconnaissance de jure de l'indépendance du Katanga*.
  - Rudi VAN DOORSLAER, *De moord op Patrice Lumumba en de parlementaire onderzoekscommissie*.
- Lode WILS, *Over Le grand siècle de la nationalité belge, van Jean Stengers en Éliane Gubin*.

### **Débat**

- Raf DE BONT, *Omtrent Van literaire avant-garde tot raswetenschap. Gustaaf Schamelhout (1869-1944)*.

### **Bibliothèque**

Abonnement:

(2 numéros, frais d'envoi compris): Belgique: 30 €; Europe: 35 €; hors Europe: 38 €. Par exemplaire (frais d'envoi compris): Belgique: 20 €; hors Belgique: 23 €.

Commandes:

CEGES, Résidence Palace/Bloc E, rue de la Loi 155/2, 1040 Bruxelles – Tél: +32 (0)2 287 48 11 – courriel: lmaes@cegesoma.be – site web: www.cegesoma.be

**José GOTOVITCH & Chantal KESTELOOT (dir.), *Collaboration, répression. Un passé qui résiste*, (Collection La Noria), Bruxelles, Editions Labor, 2002, 237 p.**

La Seconde Guerre mondiale n'en finit pas de rebondir en Belgique, dans les livres, à la télévision, au Parlement: la collaboration et la répression soulèvent encore et toujours débats, crispations, oppositions. Pourtant, ce sont aujourd'hui les petits-enfants des acteurs de l'époque qui sont aux commandes du pays et le paysage politique, culturel, institutionnel belge a été transformé de fond en comble. La mémoire seule résisterait-elle au temps ?

Ne pouvait-on penser la page tournée et l'agitation conduite par une génération politique abattant ses derniers atouts avant de disparaître ? Ne s'agit-il pas d'une faille artificiellement entretenue entre pays médiatique et pays réel ?

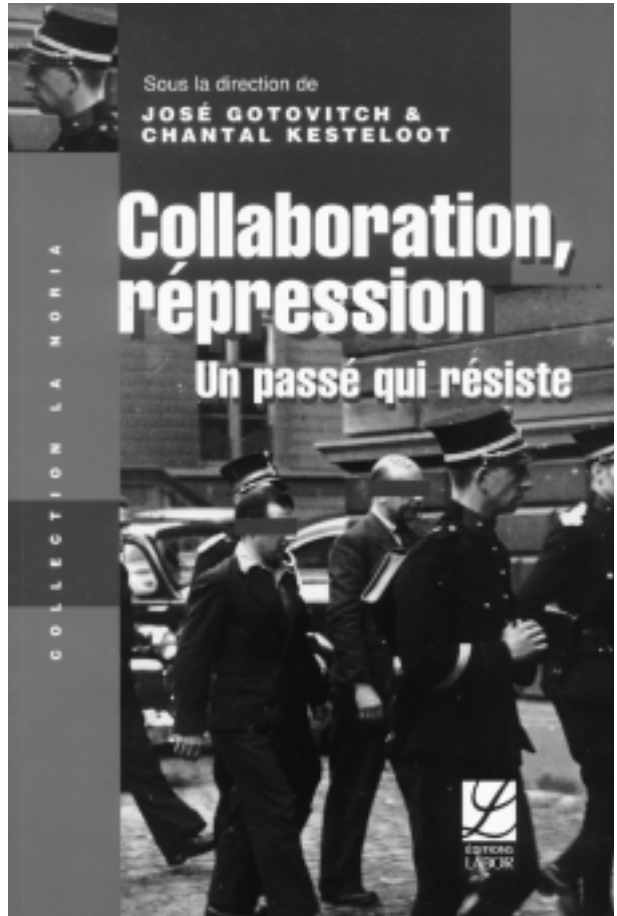
Sans trancher la question et parce que les échos des remous en Flandre

parviennent souvent déformés, caricaturés voire falsifiés, ou sont passés sous silence, nous livrons ici au public francophone un dossier d'ensemble qui tente de faire le point sur les faits du passé, mais aussi sur leur interprétation et leur réception, car l'image opère souvent avec plus d'efficacité que la réalité.

Collaboration flamande, collaboration francophone, répression en Flandre, répression en Wallonie, amnistie, opinions publiques: les archives et les recherches récentes ont livré de quoi se forger désormais une opinion 'd'honnête homme'.

Quelques-uns des meilleurs spécialistes, Flamands, Wallons, Bruxellois, se livrent ici à une lecture apaisée et documentée du dossier. De quoi tordre le cou à bien des clichés, de quoi nourrir une réflexion raisonnée. Passionnante, mais non passionnée.

L'ouvrage, édité par Labor avec la collaboration du CEGES, est en vente en librairie et l'est également au CEGES au prix de 16 € + frais de port.

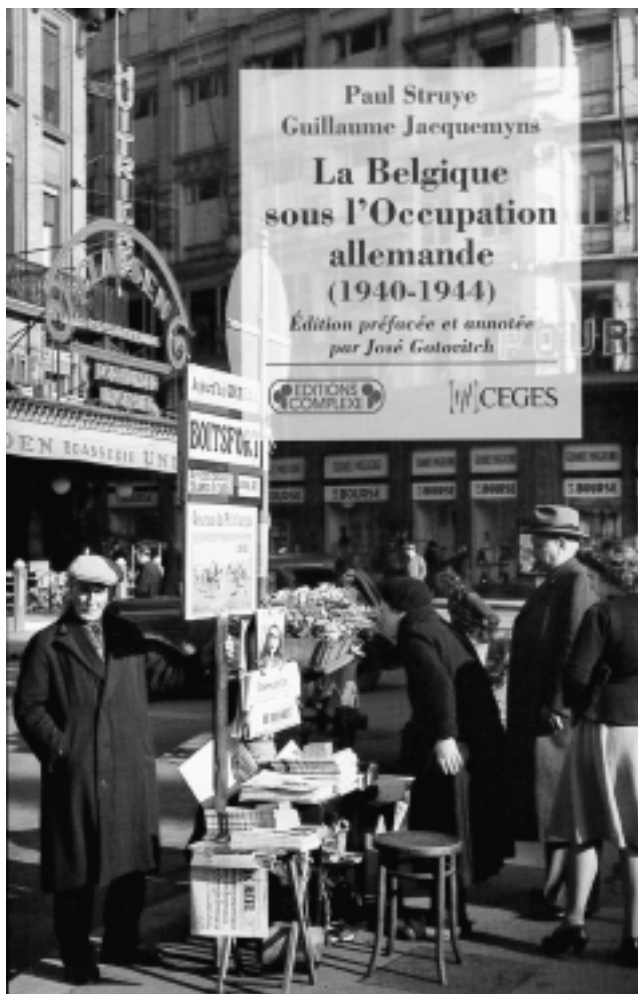


## Histoire contemporaines

### Une nouvelle collection CEGES/Complexe

En collaboration avec les éditions Complexe, le CEGES lance une nouvelle collection d'histoire contemporaine de Belgique. Elle offrira au grand public, aux étudiants, aux chercheurs des travaux issus de la recherche universitaire ainsi que des grands textes essentiels de l'histoire de la Belgique au XX<sup>ème</sup> siècle.

Premier titre paru: *La Belgique sous l'occupation allemande (1940-1945)* qui réunit deux grands classiques devenus introuvables et toujours utilisés:



- Paul STRUYE, *L'évolution du sentiment public en Belgique sous l'occupation allemande*, éditions Lumières, 1945.

- Guillaume JACQUEMYS, *La société belge sous l'occupation allemande 1940-1944, privations et espoirs*, Office de Publicité, 1945.

Édition préfacée et annotée par José Gotovitch, 440 pages.

À commander au CEGES:

29,80 € (frais de port compris).

**Marie-Pierre d'UDEKEM D'ACOZ, *Pour le Roi et la Patrie. La noblesse belge dans la résistance*, Bruxelles, Editions Racine, 2003, 500 p.**

L'ouvrage *Pour le Roi et la Patrie* offre un aperçu du rôle non négligeable joué par la noblesse belge dans la résistance durant la Seconde Guerre mondiale.

Dans ce but, les services de renseignement et d'action ainsi que l'Armée secrète sont véritablement passés sous la loupe.

Minutieusement, Marie-Pierre d'Udekem d'Acoz a établi le réseau des familles nobles qui ont renforcé et soutenu les réactions collectives contre l'occupant allemand. Son étude est le résultat de nombreuses années de recherche dans des sources jamais dépouillées auparavant.

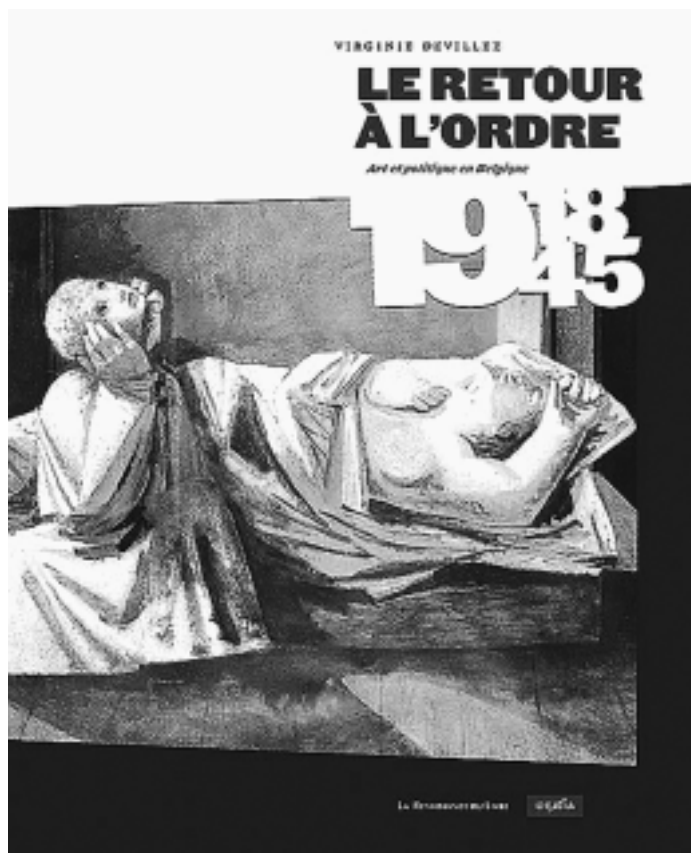
L'auteur a étudié l'histoire à l'Université de Gand et a travaillé à ce projet en tant qu'attachée au CEGES.

L'ouvrage est en vente en librairie au prix de 29,95 €.





Virginie DEVILLEZ, *Le retour à l'ordre. Art et politique en Belgique de 1918 à 1945*, Bruxelles, La Renaissance du Livre/Dexia, 2003, 432 p.



La Seconde Guerre mondiale ne serait-elle qu'une parenthèse un peu sombre dans l'histoire des arts plastiques en Belgique ? Cette période aurait-elle vu surgir tout d'un coup des rêves de corporatisme et une attirance pour le beau métier, garants de la pérennité des constances nationales ou plutôt, devrait-on dire, flamandes et wallonnes ? Car d'art belge, il n'est plus question. La

guerre, c'est le temps de l'art communautaire, de l'appartenance au terroir, à une région. Le Reich privilégie cet art 'ethnique' qui renoue des liens ancestraux avec l'Allemagne. L'occupation sonne l'ère de la réconciliation, glorifiée par les expositions d'art wallon et d'art flamand outre-Rhin, et du voyage d'artistes invités à découvrir les réalisations nazies. À la Libération, vient l'heure des comptes. L'épuration raye ces artistes collaborateurs de la scène culturelle. Ils connaîtront l'opprobre, l'exil, la prison. Mais, écarter ces moutons noirs de la profession, n'est-ce pas aussi un moyen, pour les milieux artistiques belges, de faire table rase d'un passé proche et encombrant ? Depuis la crise économique des années trente, créateurs et décideurs appellent de leurs vœux une réforme de la politique culturelle. Le modèle qui s'impose alors, est celui de l'Italie fasciste avec ses syndicats, ses commandes officielles d'art monumental et son enseignement de type corporatiste. Les années trente voient fleurir des expériences pratiques et des réflexions théoriques qui tentent, maladroitement, d'adapter le système

fasciste à la démocratie belge. À la veille de la guerre, entre dirigisme et libéralisme, entre “l’art pour l’art” et l’esthétique utilitariste, l’État belge n’a pas su trancher. Après la capitulation de mai 1940, ces ébauches de politique culturelle favorisent toutes sortes d’interprétations, tant du côté des instances du pouvoir légitime que du côté de l’Ordre nouveau culturel. L’occupation est donc loin d’être une parenthèse dans l’histoire des arts plastiques en Belgique. En séparant les vraies ruptures des fausses continuités, ce livre nous apprend que la scène artistique belge a aussi rêvé de dirigisme.

L’auteur, Virginie Devillez, est docteur en histoire contemporaine (ULB), spécialisée dans l’histoire de la politique culturelle et des relations entre l’État et les artistes, et entre l’art et l’idéologie. Elle est actuellement attachée scientifique aux Musées royaux des Beaux-Arts de Belgique.

Ce livre (24,5 x 29,7 cm, plus de 300 illustrations) est en vente au prix de 45,00 € dans les librairies, les agences de Dexia Banque et de Bacob, ou via le site [www.dexia.be/culture](http://www.dexia.be/culture).

## Pour continuer à recevoir le *Bulletin du CEGES* !!

**A renvoyer** au CEGES, Résidence Palace, Bloc E – rue de la Loi, 155 bte 2 – 1040 Bruxelles.



-----  
Nom & Prénom (ou Institution) .....

.....

Adresse .....

.....

souhaite recevoir gratuitement le *Bulletin du CEGES*

### Votre avis nous intéresse !

1. *Quelles rubriques lisez-vous avec intérêt ? (entourez-les) :*

Nos collections - Recherches en cours – Initiatives - A l'étranger - En Belgique - Dossier

2. *Quelles rubriques ou thèmes nouveaux aimeriez-vous voir traités dans le Bulletin ?*

3. *Vous satisferez-vous d'une version du Bulletin exclusivement électronique ?* oui – non ?

4. *La périodicité de parution du Bulletin vous satisfait-elle ?* oui – non ?

5. *Accepteriez-vous de verser une cotisation modique pour continuer à recevoir le Bulletin ?* oui – non ?

